

Ramsay Générale de Santé
(Anciennement Générale de Santé)
Exercice clos le 30 juin 2016

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Ramsay Générale de Santé (Anciennement Générale de Santé)

Exercice clos le 30 juin 2016

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 juin 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Ramsay Générale de Santé, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les goodwill font l'objet, à chaque clôture, d'un test de perte de valeur et le groupe évalue également s'il existe un indice de perte de ces goodwill, selon les modalités décrites dans la note « 2.6 : Test de dépréciation des goodwill » de l'annexe aux comptes consolidés. Dans le cadre de nos travaux, nous avons revu la méthodologie suivie, les prévisions de flux de trésorerie ainsi que les hypothèses utilisées par votre groupe pour déterminer la valeur recouvrable de ces actifs. Sur ces bases, nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations et avons vérifié que la note donne une information appropriée.
- Les provisions pour litiges et restructurations sont constituées selon les modalités décrites dans la note « 2.17 : Provisions courantes et non courantes ». Dans le cadre de nos travaux, nous avons revu les données et les hypothèses sous-jacentes à ces estimations ainsi que les calculs effectués par votre groupe, comparé les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et examiné les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

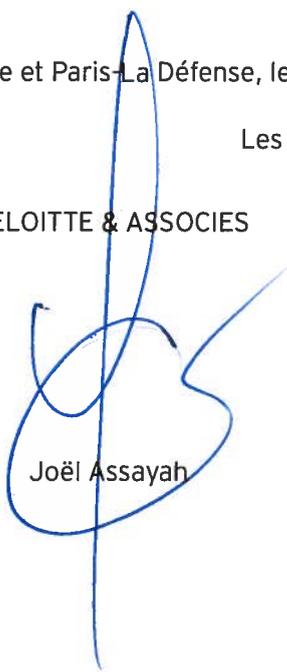
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 octobre 2016

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit



Joël Assayah



Cédric Garcia



Pierre Jouanne

COMPTES CONSOLIDÉ

EXERCICE AU 30 JUIN 2016

-  ETAT DU RESULTAT GLOBAL
-  BILAN CONSOLIDE ACTIF
-  BILAN CONSOLIDE PASSIF
-  TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE
-  TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ET DE FLUX DE FINANCEMENT
-  NOTES ANNEXES

SOMMAIRE

	PAGE
Etat du résultat global consolidé	3
Bilan consolidé – Actif	4
Bilan consolidé – Passif	5
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	6
Tableau des flux de trésorerie consolidés et de flux de financement	7
1 Preamble : Evénements importants de l'exercice	8
2 Principes comptables	8
2.1 Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers	8
2.2 Principales méthodes comptables	10
2.3 Goodwill	11
2.4 Autres immobilisations incorporelles	11
2.5 Immobilisations corporelles	11
2.6 Test de dépréciation des goodwill	12
2.7 Autres actifs financiers non courants	13
2.8 Stocks	14
2.9 Clients et autres créances d'exploitation	14
2.10 Actifs financiers courants	14
2.11 Trésorerie ou équivalents de trésorerie	14
2.12 Capital	14
2.13 Minoritaires	14
2.14 Actions propres	15
2.15 Emprunts et dettes financières « courants et non courants »	15
2.16 Engagements de retraite et autres avantages au personnel	15
2.17 Provisions « courantes et non courantes »	16
2.18 Chiffre d'affaires	17
2.19 Excédent brut d'exploitation et autres produits et charges non courants	17
2.20 Impôts sur les résultats (impôts courants et différés)	17
2.21 Instruments financiers dérivés « actifs et passifs »	18
2.22 Résultat net par action	18
2.23 Actifs détenus en vue de la vente	19
2.24 Paiements fondés sur des actions	19
2.25 Subventions	19
2.26 Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi « CICE »	19
3. Evolution du périmètre de consolidation	19
3.1 Principales variations du périmètre de consolidation	19
3.2 Impact des changements de périmètre de consolidation sur le tableau des flux de trésorerie consolidés	21
4. Secteurs opérationnels	21
4.1 Comptes de résultat et bilans consolidés opérationnels	21
4.2 Informations relatives aux zones géographiques	25
4.3 Informations relatives aux principaux clients	25
5. Notes sur les principaux postes du compte de résultat	25
5.1 Résultat opérationnel	25
5.2 Coût de l'endettement financier net	26
5.3 Autres produits et charges financiers	27
5.4 Impôts sur les résultats	27
5.5 Résultat net par action	29
6. Notes sur les principaux postes du bilan	29
6.1 Goodwill	29
6.2 Autres immobilisations incorporelles	30
6.3 Immobilisations corporelles	31
6.4 Participation dans les entreprises associées	31
6.5 Autres actifs et passifs financiers non courants	31
6.6 Capitaux propres de l'ensemble groupe et hors groupe	32
6.7 Paiement en actions	33
6.8 Endettement financier net	34
6.9 Provisions	38
6.10 Besoin en fonds de roulement lié à l'activité	40
6.11 Actifs et passifs liés détenus en vue de la vente	41
6.12 Instruments financiers	41
6.13 Informations relatives aux parties liées	45
6.14 Engagements hors bilan	46
6.15 Effectifs et droit individuel à la formation	46
7. Litiges	47
8. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe	47
9. Evénements post-clôture	48
10. Liste des principales entités consolidées	49

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE				
(en millions d'euros)	Note	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
CHIFFRE D'AFFAIRES		1 711.6	893.3	2 226.9
Frais de personnel et participation des salariés	5.1.1	(737.8)	(378.2)	(959.3)
Achats consommés.....		(343.6)	(179.0)	(449.2)
Autres charges et produits opérationnels	5.1.2	(211.3)	(109.6)	(280.3)
Impôts et taxes.....		(74.2)	(38.2)	(92.6)
Loyers.....	5.1.3	(139.1)	(72.6)	(175.7)
Excédent brut d'exploitation		205.6	115.7	269.8
Amortissements		(109.5)	(54.0)	(130.8)
Résultat opérationnel courant		96.1	61.7	139.0
Coûts des restructurations		(12.1)	(13.4)	(5.0)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	2.2	-	-	1.5
Pertes de valeur des goodwill		-	-	(21.1)
Autres produits & charges non courants.....	5.1.4	(9.9)	(13.4)	(24.6)
Résultat opérationnel		86.2	48.3	114.4
Coût de l'endettement brut.....		(28.8)	(19.0)	(43.5)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie.....		0.4	0.8	0.6
Coût de l'endettement financier net.....	5.2	(28.4)	(18.2)	(42.9)
Autres produits financiers		0.2	0.2	0.1
Autres charges financières		(5.2)	(3.9)	(4.5)
Autres produits & charges financiers.....	5.3	(5.0)	(3.7)	(4.4)
Impôt sur les résultats.....	5.4	(29.7)	(17.5)	(24.9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	6.4	-	-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		23.1	8.9	42.2
<i>Produits et charges enregistrés directement en capitaux propres</i>				
- Ecart actuariels relatifs aux indemnités de fin de carrière.....		(3.1)	1.7	(2.0)
- Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture.....		5.5	4.1	(20.4)
- Ecart de conversion		-	-	-
- Effets d'impôt des produits et charges	5.4.6	(0.3)	(2.2)	7.7
Résultats enregistrés directement en capitaux propres		2.1	3.6	(14.7)
RESULTAT GLOBAL		25.2	12.5	27.5
VENTILATION DU RESULTAT NET (en millions d'euros)				
		2014	du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
- Résultat net part du Groupe		19.7	4.9	36.9
- Intérêts minoritaires		3.4	4.0	5.3
RESULTAT NET		23.1	8.9	42.2
RESULTAT NET PAR ACTION (en Euros) ⁽¹⁾		0.35	0.09	0.49
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en Euros)		0.35	0.09	0.49
VENTILATION DU RESULTAT GLOBAL (en millions d'euros)				
		2014	du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
- Résultat global part du Groupe.....		21.8	8.5	22.2
- Intérêts minoritaires		3.4	4.0	5.3
RESULTAT GLOBAL		25.2	12.5	27.5

⁽¹⁾ Le nombre d'actions est présenté dans la note sur le capital

BILAN CONSOLIDÉ - ACTIF				
(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Goodwill.....	6.1	512.0	512.0	741.2
Autres immobilisations incorporelles	6.2	14.1	15.8	27.3
Immobilisations corporelles.....	6.3	681.2	661.8	921.9
Participations dans les entreprises associées.....	6.4	0.3	0.3	0.6
Autres actifs financiers non courants.....	6.5	26.6	32.0	50.7
Impôts différés actifs	5.4.4	44.0	37.4	46.5
ACTIFS NON COURANTS		1 278.2	1 259.3	1 788.2
Stocks.....	6.10	40.0	41.8	54.7
Clients et autres créances d'exploitation	6.10	101.8	120.9	175.6
Autres actifs courants	6.10	143.5	168.1	206.8
Actif d'impôt exigible	5.4.2	3.3	2.3	14.4
Actifs financiers courants	6.8	1.9	2.2	1.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	6.8	101.0	120.1	112.8
Actifs détenus en vue de la vente.....	6.11	6.8	2.0	-
ACTIFS COURANTS		398.3	457.4	565.6
TOTAL ACTIF		1 676.5	1 716.7	2 353.8

La colonne « Note » indique les numéros de note appropriée et/ou « CR », « B », « CP », « TFT » avec « CR » = compte de résultat, « B » = bilan, « CP » = capitaux propres et « TFT » = tableau des flux de trésorerie et de financement.

BILAN CONSOLIDÉ - PASSIF				
(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Capital social.....	6.6.1	42.3	42.3	56.9
Prime d'émission.....		4.2	4.2	71.2
Réserves consolidées.....	6.6.3	219.9	243.2	236.4
Résultat net part du groupe.....	CR	19.7	4.9	36.9
Capitaux propres part du groupe	CP	286.1	294.6	401.4
Intérêts minoritaires.....	CP	11.7	13.5	36.4
TOTAL CAPITAUX PROPRES	CP	297.8	308.1	437.8
Emprunts et dettes financières.....	6.8	812.7	806.9	1 110.0
Provisions pour retraite et autres avantages au personnel.....	6.9	33.0	32.1	47.4
Provisions non courantes.....	6.9	22.8	24.6	26.2
Autres passifs non courants.....	6.5	5.8	1.5	23.2
Impôts différés passifs.....	5.4.4	62.3	61.6	81.0
PASSIFS NON COURANTS		936.6	926.7	1 287.8
Provisions courantes.....	6.9	12.0	13.5	14.8
Fournisseurs.....	6.10	135.4	169.7	200.7
Autres passifs courants.....	6.10	240.6	246.3	340.0
Passifs d'impôt exigible.....	5.4.2	5.1	4.5	17.9
Dettes financières courantes.....	6.8	49.0	47.9	54.8
Découvert bancaire.....	6.8	—	—	—
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	6.11	—	—	—
PASSIFS COURANTS		442.1	481.9	628.2
TOTAL du PASSIF		1 676.5	1 716.7	2 353.8

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Note	CAPITAL	PRIME	RESERVES	RESULTATS DIRECTEMENT ENREGISTRÉS EN CAPITAUX PROPRES	RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	INTERETS MINORITAIRES	CAPITAUX PROPRES
Capitaux propres au 31 décembre 2013		42.3	64.6	234.1	(5.9)	111.3	446.4	11.3	457.7
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)	TFT	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks options et actions gratuites		-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat N-1		-	-	111.3	-	(111.3)	-	-	-
Distribution de dividendes	TFT	-	(60.4)	(121.2)	-	-	(181.6)	(3.5)	(185.1)
Variation de périmètre		-	-	(0.5)	-	-	(0.5)	0.5	-
Résultat global de l'exercice		-	-	-	2.1	19.7	21.8	3.4	25.2
Capitaux propres au 31 décembre 2014		42.3	4.2	223.7	(3.8)	19.7	286.1	11.7	297.8
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)	TFT	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks options et actions gratuites		-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat N-1		-	-	19.7	-	(19.7)	-	-	-
Distribution de dividendes	TFT	-	-	-	-	-	-	(2.2)	(2.2)
Variation de périmètre		-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat global de l'exercice		-	-	-	3.6	4.9	8.5	4.0	12.5
Capitaux propres au 30 juin 2015		42.3	4.2	243.4	(0.2)	4.9	294.6	13.5	308.1
Augmentation de capital (y compris frais nets d'impôts)	TFT	14.6	67.0	-	-	-	81.6	-	81.6
Actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks options et actions gratuites		-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat N-1		-	-	4.9	-	(4.9)	-	-	-
Distribution de dividendes	TFT	-	-	-	-	-	-	(2.9)	(2.9)
Variation de périmètre		-	-	3.0	-	-	3.0	20.5	23.5
Résultat global de l'exercice		-	-	-	(14.7)	36.9	22.2	5.3	27.5
Capitaux propres au 30 juin 2016		56.9	71.2	251.3	(14.9)	36.9	401.4	36.4	437.8
		31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016					
Dividendes par actions (en € y compris précompte)		3.22							
Nombre d'actions propres		25 301	25 301	25 301					

ETAT DES PRODUITS ET CHARGES ENREGISTRÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en millions d'euros)	31-12-2014	Produits et charges du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	30-06-2015	Produits et charges du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016	30-06-2016
Ecarts de conversion	(0.3)	-	(0.3)	-	(0.3)
Ecarts actuariels relatifs aux engagements de retraite	(3.5)	1.1	(2.4)	(1.3)	(3.7)
Juste valeur des instruments financiers de couverture	-	2.5	2.5	(13.4)	(10.9)
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres	(3.8)	3.6	(0.2)	(14.7)	(14.9)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE ET DE FLUX DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	Note	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	CR	23.1	8.9	42.2
Amortissements	CR	109.5	54.0	130.8
Autres produits et charges non courants	CR	9.9	13.4	24.6
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	CR	—	—	—
Autres produits et charges financiers	CR	5.0	3.7	4.4
Coût de l'endettement financier net	CR	28.4	18.2	42.9
Impôt sur les résultats	CR	29.7	17.5	24.9
Excédent Brut d'Exploitation	CR	205.6	115.7	269.8
Éléments non cash dont dotations et reprises provisions (transactions sans effet de trésorerie)	6.9	3.5	1.6	(1.2)
Autres produits et charges non courants payés	5.1.4	(16.0)	(9.7)	(7.3)
Variation autres actifs et passifs non courants	6.5	(2.5)	(5.8)	19.7
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net & impôts		190.6	101.8	281.0
Impôts sur les bénéfices payés	5.4.2	(22.9)	(13.7)	(18.1)
Variation du besoin en fonds de roulement	6.10	(8.7)	(0.9)	(66.9)
FLUX NET GENERE PAR L'ACTIVITE : (A)		159.0	87.2	196.0
Investissements corporels et incorporels	6.3	(62.5)	(35.8)	(109.0)
Désinvestissements corporels et incorporels		—	—	1.0
Acquisitions d'entités	3.2	(0.1)	—	(112.0)
Cessions d'entités	3.2	0.7	—	1.6
Dividendes reçus des sociétés non consolidées	5.3	0.3	0.2	0.1
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS : (B)		(61.6)	(35.6)	(218.3)
Augmentation de capital : (a)	CP	—	—	—
Augmentation de capital des filiales souscrite par des tiers (b)	CP	—	—	—
Distribution exceptionnelle de primes d'émission : (c)	CP	—	—	—
Dividendes versés aux actionnaires GDS : (d)	CP	(181.6)	—	—
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées : (e)	CP	(3.5)	(2.2)	(2.9)
Intérêts financiers nets versés : (f)	5.2	(28.4)	(19.4)	(42.9)
Frais sur émission d'emprunt : (g)		(25.9)	—	—
Flux avant endettement : (h) = (A+B+a+b+c+d+e+f+g)		(142.0)	30.0	(68.1)
Augmentation des dettes financières : (i)	6.8.1	698.2	5.6	329.1
Remboursement des dettes financières : (j)	6.8.1	(432.0)	(16.5)	(268.3)
FLUX NET LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT : (C) = a + b + c + d + e + f + g + i + j		26.8	(32.5)	15.0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE : (A + B + C)		124.2	19.1	(7.3)
Trésorerie à l'ouverture	B	(23.2)	101.0	120.1
Trésorerie à la clôture	B	101.0	120.1	112.8
Endettement net à l'ouverture	6.8	610.3	758.1	729.3
Flux avant endettement : (h)		142.0	(30.0)	68.1
Capitalisation locations financières	6.8	35.3	6.5	16.9
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt (ancien)	6.8.1	3.4	—	—
Immobilisations des frais d'émission d'emprunt (nouveau)	6.8.1	(24.8)	2.2	4.3
Biens destinés à la vente	6.11	1.6	(4.9)	(2.0)
Juste valeur des instruments financiers de couverture	6.8	(4.0)	(2.5)	13.6
Variation de périmètre et autres	3.2	(5.7)	(0.1)	216.8
Endettement net à la clôture	6.8	758.1	729.3	1 047.0

1 - **PREAMBULE : EVENEMENTS IMPORTANTS DE L'EXERCICE**

L'assemblée générale extraordinaire du 1er juillet 2015 a approuvé le traité de fusion par lequel Ramsay Santé apporte à Générale de Santé à titre de fusion-absorption, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine avec effet rétroactif au 1er juillet 2015 à 00h00. La parité d'échange retenue est de 10 actions Générale de Santé pour 37 actions Ramsay Santé.

Le même jour, l'assemblée générale extraordinaire a décidé l'augmentation de capital d'un montant de 14 647 425 euros correspondant à l'émission de 19 529 900 actions nouvelles créées en rémunération de l'apport-fusion.

La réalisation de cette opération marque l'aboutissement du rapprochement entre les deux sociétés qui permettra de conforter la position de Ramsay Générale de Santé en tant que leader de l'hospitalisation privée en France.

Concomitamment à cette fusion, le Groupe a procédé au tirage d'une nouvelle ligne de financement de 240 millions d'euros (« Term B2 facility »), négociée dans le cadre du nouveau contrat de crédit syndiqué conclu le 1er octobre 2014, comprenant diverses facilités d'un montant total maximum de 1,075 milliard d'euros à échéance 2020. Cette ligne dédiée avait pour objet de refinancer la dette portée par Ramsay Santé.

L'allocation du coût de regroupement aux actifs, passifs et passifs éventuels a été finalisée pour les comptes annuels publiés au 30 juin 2016.

L'assemblée générale mixte de Générale de Santé a décidé le changement de dénomination sociale de la société, qui devient à compter du 16 décembre 2015 Ramsay Générale de Santé.

Le 17 décembre 2015, Ramsay Générale de Santé a annoncé avoir finalisé l'acquisition du groupe Hôpital Privé Métropole (HPM) pour un montant de 135 M€ ; 91,53% des titres ont été acquis le 17 décembre 2015, puis 8,16% le 06 janvier 2016. Concomitamment à cette acquisition, le Groupe a procédé au tirage d'une nouvelle ligne de financement de 40 millions d'euros négociée dans le cadre du nouveau contrat de crédit syndiqué conclu le 1er octobre 2014, comprenant diverses facilités d'un montant total maximum de 1,075 milliard d'euros à échéance 2020.

Le chiffre d'affaires des entités HPM représente 85 714 k€ pour 6 mois, et l'EBITDA 9 843 k€.

L'allocation du coût de regroupement aux actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisée au 30 juin 2016 est susceptible d'être revue en fonction de l'évaluation définitive des justes valeurs.

La nouvelle entité IRM Drancy a débuté son activité en mai 2016 et est entrée dans le périmètre de consolidation en juin 2016.

2 - **PRINCIPES COMPTABLES**

2.1 **Déclaration de conformité et base de préparation des états financiers**

Ramsay Générale de Santé est une société anonyme de droit français ayant son siège social à Paris, 96 Avenue d'Iéna. Son activité a pour objet toutes activités de caractère financier directement ou par l'intermédiaire de tiers, pour elle-même ou pour le compte de tiers. Elle est la société mère d'un groupe qui exerce la totalité de ses activités dans le secteur Soins et Services Hospitaliers. Le groupe a pour principaux actionnaires Ramsay Health Care (UK) Limited et Predica.

Le Groupe établit ses comptes consolidés en conformité avec les IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2016 telles qu'adoptées par l'Union Européenne et disponibles sur le site

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Ils sont présentés en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à un écart non significatif au niveau des totaux.

Les comptes consolidés à fin juin 2016 y compris les notes aux états financiers ont été établis par la Direction Générale de Ramsay Générale de Santé et revus le 29 août 2016 par le comité d'Audit, puis examinés et arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 29 août 2016.

2.1.1 Nouvelles normes IFRS

2.1.1.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne d'application obligatoire ou pouvant être appliqués par anticipation pour les exercices à compter du 1er janvier 2015.

Pour l'établissement de ses comptes consolidés au 30 juin 2016, le Groupe Ramsay Générale de Santé a appliqué les mêmes normes, interprétations et méthodes comptables que dans ses états financiers de l'exercice clos le 30 juin 2015, ainsi que les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne, applicables au 1er juillet 2015 telles que définies dans le tableau ci-dessous.

Norme		Date d'adoption UE	Traitement Prospectif / Rétrospectif Groupe	Incidences
Amendement IAS19	Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel	01 février 2015	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRS2 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Conditions d'acquisition des droits, de marché, de performance, de service	01 février 2015	Prospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRS3 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix	01 février 2015	Prospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRS8 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs	01 février 2015	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IFRS13 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Précisions sur l'évaluation des créances et dettes à court terme			Sans incidence sur les comptes
IAS16 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Réévaluation – Ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé	01 février 2015		Sans incidence sur les comptes
IAS24 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Notion de services de direction(key management personnel services)	01 février 2015	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes
IAS38 (amélioration des IFRS – Cycle 2010 / 2012)	Réévaluation – Ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé	01 février 2015	Rétrospectif	Sans incidence sur les comptes

2.1.1.2 Normes, amendements et interprétations non encore applicables

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er juillet 2015.

Les normes et interprétations qui ont été publiées et approuvées par l'Union européenne, mais qui ne sont pas encore d'application obligatoire, sont les suivantes :

L'IASB a publié fin mai 2014 la norme IFRS 15, Produits des contrats avec les clients. Cette norme concerne la comptabilisation et l'évaluation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, autrement dit le chiffre d'affaires. Cette norme remplacera les normes IAS 18, Produits des activités ordinaires et IAS 11, Contrats de constructions. L'entrée en vigueur de cette norme, non encore adoptée par l'Union européenne, est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Cette norme introduit une grille d'analyse unique quelles que soient les transactions (vente de biens, vente de services, octroi de licences..) comportant cinq étapes successives :

- identification du ou des contrats ;
- identification des différentes obligations contractuelles du vendeur (performance obligation) ;
- détermination du prix de la transaction ;
- allocation du prix de transaction aux différentes obligations identifiées ;
- comptabilisation du chiffre d'affaires correspondant.

L'analyse des impacts de cette norme est en cours.

L'IASB a publié en juillet 2014 la norme IFRS 9, Instruments Financiers, destinée à remplacer IAS 32 et IAS 39, les normes actuellement en vigueur pour la présentation, la reconnaissance et l'évaluation des instruments financiers. Cette norme regroupe les trois phases qui ont constitué le projet : classification et évaluation, dépréciation et comptabilité de couverture. Les modifications apportées par IFRS 9 concernent :

- les règles de classification et l'évaluation des actifs financiers qui reflètent le modèle économique dans le cadre duquel ils sont gérés ainsi que leurs flux de trésorerie contractuels ;

- les règles de dépréciation des créances clients, fondées dorénavant sur les « pertes attendues » et non sur les « pertes réalisées » ;
- le traitement de la comptabilité de couverture.

L'entrée en vigueur de cette norme, non encore adoptée par l'Union européenne, est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. L'analyse des impacts de cette norme est en cours.

L'IASB a publié en janvier 2016 la norme IFRS 16, Contrats de location. Cette norme conduira les entreprises louant des actifs significatifs dans le cadre de leur activité à reconnaître un actif et une dette financière correspondant à l'engagement de location.

L'entrée en vigueur de cette norme, non encore adoptée par l'Union européenne, est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'analyse des impacts de cette norme est en cours.

2.1.2 **Changements de méthodes comptables**

Au 30 juin 2016, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables.

2.2 - **Principales Méthodes Comptables**

2.2.1 - **Méthode de consolidation**

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des entreprises dans lesquelles Ramsay Générale de Santé exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire c'est-à-dire le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à tirer avantage de ses activités « ce contrôle pouvant résulter de conventions particulières entre actionnaires ». Les sociétés entrant dans le périmètre sont consolidées à partir de leur date de prise de contrôle.

Les entreprises dans lesquelles Ramsay Générale de Santé exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence, l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition.

Pour les entreprises au sein desquelles les droits de vote sont répartis entre Ramsay Générale de Santé et un autre partenaire :

- la méthode de l'intégration globale est appliquée si Ramsay Générale de Santé exerce, de fait, la direction opérationnelle de la société.
- la méthode de l'intégration proportionnelle est limitée aux seuls cas de contrôle conjoint où les deux partenaires partagent les droits de vote, les organes d'administration et la direction opérationnelle de l'entreprise. A fin juin 2016, aucune entité n'est consolidée par Intégration Proportionnelle.

2.2.2 - **Conversion des états financiers des sociétés étrangères**

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie d'établissement des comptes consolidés du Groupe sont convertis selon la méthode dite « du cours de clôture ». Leurs éléments de bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice et les éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en « écart de conversion » dans les réserves consolidées. Les goodwill relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Au 30 juin 2016, aucune entité de reporting n'a une devise fonctionnelle différente de l'euro.

2.2.3 - **Estimations et jugements comptables**

L'application des méthodes comptables du Groupe implique que la direction exerce des jugements critiques et procède à un certain nombre d'estimations en retenant certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Les estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte de la crise économique et financière actuelle dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principaux jugements comptables et estimations faits par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur la valorisation des goodwill, des actifs incorporels et corporels, de la reconnaissance des impôts différés, de l'évaluation des provisions pour fin de carrière et autres avantages du personnel et des provisions pour litiges.

2.3 - Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté entre le coût d'acquisition des titres d'une société entrée dans le périmètre de consolidation et la part du Groupe dans la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs, passifs et passifs éventuels relatifs à la société acquise. Il est procédé, lors de la première consolidation d'une entité, à la réévaluation des actifs et passifs dans une période de 12 mois.

Les goodwill relatifs aux sociétés mises en équivalence sont inclus dans la rubrique « participation dans les entreprises associées ».

En cas d'excédent de la part d'intérêt dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sur le coût, cette différence favorable est immédiatement comptabilisée en résultat.

A chaque clôture, la société réalise des tests de dépréciation des goodwill selon la méthode décrite au paragraphe 2.6.

2.4 - Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill comprennent essentiellement les logiciels informatiques et sont enregistrées au bilan pour leur coût d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilisation (1 à 5 ans).

2.5 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les biens dont le Groupe dispose en vertu d'un contrat de location financement sont inscrits à l'actif par la contrepartie d'une dette financière au passif.

Le coût d'acquisition comprend :

- le prix d'achat après déduction des taxes légalement récupérables,
- tous les coûts directs attribuables pour disposer du bien sur son lieu d'exploitation et pour sa mise en état d'utilisation. Il s'agit notamment de la TVA et des autres taxes non récupérables, des frais de transport, d'installation et de montage, des honoraires d'architecte,
- les frais financiers intercalaires ou pré-loyers (calculés au taux effectif d'intérêt) durant la période de production de l'immobilisation et les frais de publication et droits d'enregistrement des contrats de location financement.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Les amortissements sont calculés de façon linéaire sur la durée d'utilité prévue de chaque immobilisation selon le plan suivant :

- Constructions.....	28 à 40 ans
- Agencements et aménagement des constructions.....	10 à 15 ans
- Matériels et outillage industriels	3 à 10 ans
- Installations générales, agencements divers.....	8 à 10 ans
- Matériel de transport.....	4 à 5 ans
- Matériel de bureau.....	5 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les travaux liés aux normes de sécurité sont immobilisés et amortis.

Les biens acquis en location financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des biens. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Ces immobilisations détenues en vertu de contrats de location financement sont amorties selon la méthode ci-dessus. Les contrats de location ne présentant pas les caractéristiques de location financement sont enregistrés comme des contrats de location simple et seuls les loyers sont enregistrés en résultat pendant toute la durée du contrat.

Suivi de la valeur des immobilisations corporelles

Lorsque des circonstances ou événements indiquent qu'une immobilisation a pu perdre de la valeur, le Groupe procède à l'examen de la valeur recouvrable de cette immobilisation au sein d'une UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) à laquelle elle appartient. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'utilité. La valeur vénale correspond au prix de cession, net de frais, qui pourrait être obtenu par le Groupe dans le cadre d'une transaction réalisée à des conditions normales de marché. La valeur d'utilité est calculée sur la base des flux de loyers perçus par des investisseurs compte tenu des transactions récemment effectuées. Le taux de rendement retenu varie selon le lieu et la nature du bien (immeubles parisiens, immeubles destinés à la reconversion, immeubles en cours...)

Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation devient durablement inférieure à sa valeur nette comptable. Les pertes de valeur enregistrées au titre des immobilisations corporelles peuvent être reprises ultérieurement, si la valeur recouvrable redevient supérieure à la valeur nette comptable, dans la limite de la perte de valeur initialement comptabilisée. La reprise de provision est affectée au prorata de leur valeur nette comptable.

En outre, la reprise de la perte de valeur ne doit pas conduire à une valeur comptable de l'actif supérieure à sa valeur d'origine nette des amortissements qui auraient été pratiqués en l'absence de dépréciation. Cette nouvelle valeur recouvrable (après déduction de l'éventuelle valeur résiduelle) devient la nouvelle base amortissable pour la durée d'utilisation restant à courir.

2.6 - **Test de dépréciation des goodwill**

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation, conduisant, le cas échéant, à comptabiliser une dépréciation de la valeur nette comptable pour la ramener à la valeur recouvrable qui est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité.

Les principales modalités de mise en œuvre des tests de dépréciation des goodwill prévus par la norme IAS 36 sont décrites ci-dessous.

Périodicité

Les tests de perte de valeur sont effectués au moins une fois par an, au cours du dernier trimestre précédant la clôture annuelle et le cas échéant à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Unités génératrices de trésorerie et regroupements d'UGT – « Définition »

Selon la définition d'IAS 36 § 6, les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) sont "le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs".

Dès lors, pour le groupe Ramsay Générale de Santé, les UGT sont généralement déterminées au niveau de l'établissement de soins (sauf cas particuliers où deux ou plusieurs établissements de soins sont considérés comme particulièrement liés dans leurs flux de trésorerie). En revanche, il n'est pas envisageable de déterminer ces UGT à un niveau plus fin au sein d'un même établissement dans la mesure où les principaux services ne sont pas indépendants les uns des autres en terme de flux de trésorerie.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill sont testés en regroupant les « UGT » qui exercent leur activité dans une même région administrative relevant d'une Agence Régionale de Santé « ARS ». Ces agences ont pour mission :

- de réguler l'offre sanitaire et médico-sociale ;
- de s'assurer de la qualité et de l'efficacité du système de santé régional ;
- de définir et de mettre en œuvre un véritable projet régional de santé.

En conséquence, le regroupement des « UGT » au niveau régional se justifie par les liens importants de dépendances économiques de nos établissements vis-à-vis des ARS. En effet, toutes les décisions en matière d'organisation de soins sont prises à ce niveau. Ainsi, nos acquisitions trouvent leur justification à ce niveau et donnent d'ailleurs lieu, dans la plupart des cas à des regroupements et restructurations négociés avec l'ARS.

La composition et la dénomination des « UGT » ont été revues pour tenir compte de la réforme territoriale mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2016.

Comptabilisation de la perte de valeur

Une perte de valeur est comptabilisée sous la rubrique « Autres produits et charges non courants » si la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

En cas de regroupement d'actifs sous forme d'UGT, cette dépréciation est affectée prioritairement au goodwill puis, le cas échéant, sur les autres actifs de l'UGT au prorata de leur valeur comptable.

Toute perte de valeur du goodwill est irréversible.

Valeur d'utilité

Cette valeur correspond à la valeur actualisée de la somme des flux de trésorerie futurs avant impôts et éléments financiers, provenant de l'utilisation continue d'un actif ou d'une UGT et des flux de trésorerie dégagés lors de la sortie de l'actif.

Les hypothèses de croissance des ventes et le taux d'actualisation reflètent les meilleures estimations du management.

Le taux d'actualisation retenu reflète les appréciations actuelles par les acteurs de marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou au groupe d'actifs.

L'actif est évalué dans son état actuel, sans tenir compte des flux de trésorerie susceptibles d'être générés par des investissements de performance et de capacité.

Les flux de trésorerie futurs sont calculés à partir du plan à 4 ans, qui représente les meilleures estimations du Groupe. Ces prévisions sont complétées par une estimation sur 3 années supplémentaires, correspondant à une projection du plan à 4 ans avec un taux de croissance organique de 1% et le maintien de la rentabilité observée, afin de tenir compte du temps nécessaire aux UGT pour arriver aux objectifs fixés par la direction du groupe dans le secteur de l'hospitalisation privée. Les prévisions sont ainsi établies sur une durée de 7 années. Par ailleurs, la valeur terminale tient compte d'un taux de croissance à l'infini de 1%.

Nombre de regroupement d'UGT

Le Groupe a retenu **onze** regroupements d'UGT pour tester les goodwill :

- Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bourgogne-Franche Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Nord-Pas de Calais-Picardie, Normandie, Provence Alpes Côte d'Azur, Ile de France, Auvergne-Rhône Alpes, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Italie (au 30 juin 2016, les flux de trésorerie futurs des coûts du Siège sont réaffectés sous les autres regroupements au prorata de leurs flux de trésorerie futurs). Au-delà de la période de budget, le Groupe utilise un taux de croissance à l'infini.

2.7 - **Autres actifs financiers non courants**

Les « Autres actifs financiers non courants » comprennent les actifs financiers disponibles à la vente (comprenant pour l'essentiel les titres de participation non consolidés) et la part à plus d'un an des prêts et créances (dont les dépôts et cautionnements versés). Ces actifs sont comptabilisés à leur coût historique.

Actifs financiers disponibles à la vente

Aux dates de clôture, les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, ils sont maintenus à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres en réserve de réévaluation. En cas d'indication objective de perte de valeur, la dépréciation est enregistrée en résultat financier. Une indication objective de perte de valeur d'un actif financier disponible à la vente comprend notamment une diminution des flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier, des difficultés importantes de l'émetteur, une baisse importante de la rentabilité attendue ou une diminution prolongée de la juste valeur de l'actif financier. La reprise de cette perte de valeur en résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des actifs financiers considérés.

2.8 - Stocks

Les stocks comprennent pour l'essentiel, les produits pharmaceutiques et réactifs, les fournitures médicales à l'exclusion des prothèses non oculaires acquises pour le compte des patients qui sont présentées dans la rubrique "autres créances".

Les stocks sont valorisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Les mouvements de stocks sont valorisés selon la méthode Premier Entrée – Premier Sorti « FIFO ».

2.9 - Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients sont initialement évaluées à la juste valeur.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation déterminée au cas par cas après analyse menée dans le cadre du processus régulier de recouvrement des créances mis en place lorsque la valeur comptable de la créance est supérieure à sa valeur recouvrable.

Les créances clients « part malade » de plus de six mois et les parts « caisse et mutuelle » de plus de 24 mois sont généralement non recouvrables et dépréciées intégralement.

Les achats et ventes de prothèse réalisés pour le compte des patients sont enregistrés en comptes de tiers et ne transitent pas par le compte de résultat à l'exception des prothèses oculaires.

Les autres créances enregistrent, par ailleurs, les redevances à recevoir des médecins.

Gestion des Honoraires Médecins

Dans le cas standard, la gestion des honoraires praticiens est réalisée par la clinique au moyen d'une comptabilité distincte de la sienne, le compte bancaire de la clinique étant totalement indépendant du compte bancaire mandataire.

Dans certains cas, en application de conditions particulières résultant d'accords express et directs des mandataires, des montants relatifs à la gestion des honoraires peuvent être intégrés dans les comptes de la clinique.

2.10 - Actifs financiers courants

Ils correspondent à la part à moins d'un an des prêts et créances figurant dans les autres actifs financiers non courants. Ils sont constitués principalement des comptes courants financiers auprès des sociétés non consolidées en intégration globale.

2.11 - Trésorerie ou équivalents de trésorerie

La ligne « trésorerie et équivalents de trésorerie » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles et qui présentent un risque négligeable de variation de valeur. Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché à la date de clôture, les variations de valeur étant enregistrées en résultat financier.

2.12 – Capital

Le coût des opérations en capital directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles est comptabilisé dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, net d'impôt.

2.13 – Minoritaires

Ce poste enregistre la part dans les capitaux propres des sociétés consolidées revenant aux actionnaires de ces sociétés.

2.14 Actions propres

Les titres auto-détenus par le Groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, à la vente, à l'émission ou à l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

2.15 - Emprunts et dettes financières « courants et non courants »

Les dettes financières sont comptabilisées nettes des frais d'émission connexes qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

En cas de couverture de la variation de la valeur de la dette au titre du risque de taux, les instruments de couverture associés figurent au bilan à leur juste valeur à la date de clôture, les effets de leur réévaluation sont enregistrés dans le coût de l'endettement financier net de la période.

L'endettement financier net est constitué de l'endettement financier brut diminué de la trésorerie nette.

L'endettement financier brut est constitué :

- des emprunts auprès d'établissements de crédit y compris intérêts encourus ;
- des emprunts en location financement y compris intérêts courus ;
- des instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan net d'impôt ;
- des créances et dettes financières courantes relatives aux comptes courants financiers auprès des investisseurs minoritaires ;
- des titres auto-détenus par le Groupe (considérés comme des valeurs mobilières de placement).

La trésorerie nette est constituée :

- de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ;
- des découverts bancaires.

La part à moins d'un an des emprunts et dettes financières est classée dans le poste « dettes financières courantes ».

2.16 - Engagements de retraite et autres avantages au personnel

Ramsay Générale de Santé participe à des plans d'avantages au personnel qui assurent aux salariés, aux anciens salariés retraités et aux ayants droit remplissant les conditions requises pour le versement de retraites et de prestations postérieures à l'emploi dont des indemnités de départ en retraite. Pour Ramsay Générale de Santé, la majorité des engagements sont des plans entrant dans les régimes de retraite à cotisations définies. Les régimes à prestations définies peuvent être financés par des placements dans différents instruments, tels que des contrats d'assurances ou des titres de capitaux propres et de placements obligataires. Les cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont portées en charge dans le résultat de l'exercice.

Provision pour indemnités de retraite :

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont provisionnés au bilan. Ils sont déterminés selon la méthode actuarielle prospective (méthode des unités de crédit projetées) sur la base d'évaluations effectuées lors de chaque clôture. Les hypothèses actuarielles intègrent notamment des hypothèses de progression de salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs.

Lorsque cet engagement est couvert, partiellement ou en totalité, par des fonds versés par les sociétés du Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan, de l'engagement actuariel ainsi que du coût des services passés.

Le coût des services passés correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestations sont acquis dès l'adoption du nouveau régime, le coût des services passés est comptabilisé au résultat. A l'inverse, lorsque l'adoption d'un nouveau régime donne lieu à l'acquisition de droits postérieurement à sa date de mise en place, les coûts des services passés sont comptabilisés en charges, selon le mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient entièrement acquis.

La charge comptabilisée en résultat opérationnel comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice et l'amortissement du coût des services passés. Le coût de l'actualisation et le rendement attendu des actifs sont comptabilisés en autres charges et produits financiers.

L'intégralité des écarts actuariels de l'exercice est comptabilisée en capitaux propres, en application de la norme IAS 19.

Provision pour autres avantages au personnel :

Les engagements relatifs aux médailles du travail dans les filiales françaises sont provisionnés au bilan. Cette provision est déterminée selon la méthode des unités de crédits projetées.

2.17 - Provisions « courantes et non courantes »

Les provisions sont des passifs dont l'échéance où les montants ne peuvent être fixés de manière précise. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé, correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

Provisions « courantes »

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, quelles que soient leurs échéances de retournement.

Elles sont principalement constituées de provisions pour risques prud'homaux et autres risques rattachés à l'exploitation.

Provisions « non courantes »

Les provisions non courantes correspondent aux provisions non directement liées au cycle d'exploitation, et dont l'échéance est généralement supérieure à un an. Elles comprennent notamment les provisions pour restructuration ainsi que les provisions pour litiges.

Les provisions pour restructurations intègrent notamment le coût des opérations de regroupement :

Une opération de regroupement est considérée comme réalisée à la clôture, et ses effets attendus sont reflétés dans les comptes annuels, dès lors que les trois critères suivants sont remplis :

- le Conseil d'Administration du Groupe a autorisé expressément le regroupement et arrêté un plan formalisé de restructuration ;
- les principales caractéristiques du plan ont été annoncées ;
- l'autorisation administrative de regroupement a été obtenue.

Dans le cas d'opérations répondant aux critères énoncés ci-dessus, les principaux effets traduits dans les comptes, dès lors qu'ils peuvent faire l'objet d'une estimation suffisamment précise, sont les suivants :

- dépréciation de la valeur nette comptable (VNC) des éléments non récupérables, ou dont la valeur recouvrable est inférieure à leur VNC à la date de réalisation de l'opération ;
- provisionnement des coûts de rupture des contrats médecins ;
- provisionnement des coûts afférents aux plans sociaux ; et
- provisionnement des coûts de rupture des contrats significatifs (baux, sous-traitance, maintenance, ...) se prolongeant au-delà de la date de réalisation de l'opération, ou des redevances restant à payer en cas d'impossibilité de rompre les contrats concernés.

Concernant les fermetures temporaires d'établissements, les pertes d'exploitation liées à des opérations de restructuration d'établissement entraînant une fermeture temporaire (partielle ou totale) de celui-ci ne font pas l'objet de constatation de provision. Elles sont enregistrées pendant la période où se produit la fermeture.

En cas de fermeture définitive envisagée d'un établissement, et lorsque ce projet n'est pas soumis à des conditions suspensives liées à un projet de regroupement, le principe de cette fermeture est considéré comme définitivement acquis à la clôture dès lors qu'elle a été décidée expressément par le Conseil d'Administration du Groupe et annoncée. Les effets de cette fermeture sont alors traduits dans les comptes de la période concernée. Les principaux effets traduits dans les comptes sont identiques à ceux décrits en matière d'opérations de regroupement, dès lors qu'ils peuvent faire l'objet d'une estimation suffisamment précise.

2.18 - Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de Ramsay Générale de Santé résulte essentiellement de la prise en charge par la Sécurité sociale et par des assurances privées complémentaires, sur la base des tarifs fixés chaque année par les pouvoirs publics, des soins et services fournis par le Groupe et dans une moindre mesure par le paiement par les patients ou par des assurances privées complémentaires des services connexes aux soins tels que principalement le séjour en chambre individuelle ou la location de télévisions. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux, administratifs et locations fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

Le chiffre d'affaires est principalement composé de prestations de services. Il est constaté dans le compte de résultat au moment où le service est rendu.

Lorsqu'une prestation effectuée n'a pas encore fait l'objet d'une facture, elle est ajoutée aux produits d'exploitation par l'intermédiaire du compte de rattachement « Factures à établir ».

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des prestations de services détaillées ci-dessus réalisées par les filiales consolidées ; il inclut après élimination des opérations intra-groupe, le chiffre d'affaires des sociétés intégrées globalement ainsi que les sociétés contrôlées conjointement pour la quote-part revenant au Groupe.

2.19 - Excédent brut d'exploitation et autres produits et charges non courants

Précisions concernant la définition des indicateurs suivants figurant dans le compte de résultat :

Excédent Brut d'Exploitation :

Il correspond au résultat opérationnel courant avant les amortissements (les charges et provisions du compte de résultat sont regroupées selon leur nature).

Autres produits et charges non courants :

Le poste « Autres produits et charges non courants » comprend :

- les coûts de restructurations (charges et provisions) (cf. paragraphe 2.17) ;
- les plus ou moins-values de cession ou une dépréciation importante et inhabituelle d'actifs non courants, corporels ou incorporels ;
- et d'autres charges et produits opérationnels tels qu'une provision relative à un litige majeur.

2.20 - Impôts sur les résultats (impôts courants et différés)

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt courant exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées auxquels s'ajoute la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises). L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

- La CVAE, selon notre analyse des textes, répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 (« impôts dus sur la base des bénéfices imposables ») dans la mesure où la valeur ajoutée constitue le niveau de résultat qui sert systématiquement de base, selon les règles fiscales françaises, à la détermination du montant dû au titre de la CVAE. Pour conduire son analyse, la société a notamment pris en considération les décisions de rejet formulées par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) à deux reprises sur la question du champ d'application de la norme IAS12 « Impôts sur le résultat ». L'IFRIC a en effet précisé à ces occasions que pour être dans le champ d'IAS12, un impôt doit être calculé sur la base d'un net de produits et de charges et que ce montant net peut être différent du résultat comptable.

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable sur les différences entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'un impôt différé :

- la comptabilisation de l'écart d'acquisition ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprise et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ;
- les différences temporelles liées à des participations dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés sur les pertes reportables ne sont reconnus que si le groupe estime probable l'utilisation de celles-ci dans le futur.

Les actifs d'impôts différés potentiels attachés aux déficits reportables existant à la date d'acquisition dont l'utilisation est probable donnent lieu à affectation lors de la détermination de l'écart de première consolidation. Les autres actifs d'impôts différés constatés en résultat au fur et à mesure de leur utilisation effective, après l'acquisition, donnent lieu à une correction symétrique rétroactive du goodwill d'origine. Aucune diminution du goodwill des 3 dernières années ne provient d'un changement de reconnaissance des impôts différés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et, le cas échéant, réévaluée ou réduite, pour tenir compte de perspectives plus ou moins favorables de réalisation d'un bénéfice imposable disponible permettant l'utilisation de ces actifs d'impôt différé. Pour apprécier la probabilité de réalisation d'un bénéfice imposable disponible, il est notamment tenu compte de l'historique des résultats des exercices précédents, des prévisions de résultats futurs, des éléments non récurrents qui ne seraient pas susceptibles de se renouveler à l'avenir et de la stratégie fiscale. De ce fait, l'évaluation de la capacité du Groupe à utiliser ses déficits reportables repose sur une part de jugement importante. Si les résultats fiscaux futurs du Groupe s'avéraient sensiblement différents de ceux anticipés, le Groupe serait alors dans l'obligation de revoir à la hausse ou à la baisse la valeur comptable des actifs d'impôt différé, ce qui pourrait avoir un effet significatif sur le bilan et le résultat.

Conformément aux dispositions d'IAS12, la composante C.V.A.E qualifiée d'impôt sur le résultat a conduit à la détermination d'une charge nette d'impôt différé.

La base retenue pour la détermination des impôts différés est composée de la valeur nette comptable des actifs amortissables (hors valeur résiduelle) qui sera recouvrée par des produits futurs imposables.

Les terrains, dont la valeur comptable, en application de l'interprétation SIC21, est considérée comme recouvrée par voie de cession, sont exclus de la base de détermination des impôts différés attachés à la CVAE, les produits de cession n'étant pas imposables à la CVAE.

Pour ce qui concerne les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie qui ne font pas l'objet d'un amortissement comptable, le groupe a considéré qu'il convenait d'appliquer par analogie la même logique que pour les terrains.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont déterminés sur la base des taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé et sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Ces estimations sont revues à la clôture de chaque exercice, en fonction de l'évolution éventuelle des taux d'impôt applicables.

Les actifs et passifs d'impôts exigibles sont compensés, notamment dans le cas des intégrations fiscales, lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compensation et une intention de régler les actifs et passifs pour leur montant net ou simultanément. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, notamment dans le cas des intégrations fiscales, lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs concernent la même entité ou des entités différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque période future au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôt différés soient réglés ou récupérés.

2.21 - Instruments financiers dérivés « actifs et passifs »

Pour couvrir son exposition au risque de marché « taux », le Groupe utilise des instruments dérivés, qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie (swaps de taux d'intérêts payeurs de taux fixes).

L'instrument de couverture est comptabilisé au bilan pour sa valeur de marché. La partie du profit ou de la perte sur l'instrument de couverture qui est considéré comme constituant une couverture efficace est comptabilisée en capitaux propres, tandis que la part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat financier.

2.22 - Résultat net par action

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, après déduction du nombre d'actions auto-détenues, soit 75 957 095 actions.

Résultat net dilué par action

Aucun instrument donnant un accès différé au capital de Ramsay Générale de Santé n'est mis en place. En conséquence, il n'y a aucun effet dilutif sur le résultat.

2.23 - Actifs détenus en vue de la vente

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs et passifs liés sont classés sur la ligne « actifs détenus en vue de la vente » et « passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente » au bilan. Ces actifs ou groupes d'actifs sont comptabilisés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Les produits et charges d'une entité en cours de cession sont inclus dans les états financiers consolidés jusqu'à la date à laquelle la société mère cesse d'avoir le contrôle. Cette présentation concerne les actifs qui ne satisfont pas à la définition d'une activité abandonnée.

2.24 - Paiements fondés sur des actions

Aucun paiement fondé sur des actions n'est mis en œuvre pour le Groupe Ramsay Générale de Santé.

2.25 - Subventions

Le Groupe Ramsay Générale de Santé perçoit des subventions d'investissements publiques.

Elles sont comptabilisées en déduction de la valeur comptable des actifs qu'elles ont servis à financer et suivent le même plan d'amortissement.

2.26 - Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi « CICE »

La troisième Loi de finances rectificative pour 2012 (art. 66) a créé le CICE destiné à l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est présenté en diminution des charges de personnel.

3. - EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La liste des principales filiales incluses dans le périmètre de consolidation au 30 juin 2016 figure en note 10.

3.1.- Principales variations du périmètre de consolidation

Le nombre d'entités consolidées dans le périmètre de consolidation a évolué comme suit :

Méthode de Consolidation	30-06-2015	Acquisitions Créations	Changement de Méthode	Cessions / Fusions / Liquidations	30-06-2016
Globale.....	152	64	--	(5)	211
Proportionnelle.....	--	--	--	--	--
Mise en équivalence.....	2	2	--	--	4
TOTAL	154	66	--	(5)	215

3.1.1. - Acquisitions / créations

Le périmètre de consolidation présente 51 entités de consolidation supplémentaires suite à la fusion avec le Groupe Ramsay France et 14 entités de consolidation (dont 2 mise en équivalence) suite à l'acquisition du Groupe Hôpital Privé Métropole (HPM).

Une entité a été créée au cours de l'exercice 2015/2016 :

- Le Centre Médical d'Imagerie de Drancy a été immatriculée en Janvier 2016 et son activité a débuté en Mai 2016.

Le Groupe a investi au cours de l'exercice 2015 135,2 millions d'euros (titres) qui ont porté principalement sur l'acquisition Groupe Hôpital Privé Métropole (HPM) pour 134,9 millions d'euros.

Cette acquisition a généré la constatation d'un goodwill de 117,5 millions d'euros dans les comptes consolidés.

Conformément à la norme IFRS 3, le Groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser l'allocation du coût du regroupement aux actifs, passifs et passifs éventuels. L'allocation du coût de regroupement aux actifs, passifs et passifs éventuels comptabilisée au 30 juin 2016 pour HPM est susceptible d'être revue en fonction de l'évaluation définitive des justes valeurs.

La fusion avec le Groupe Ramsay France engendre la constatation d'un goodwill de 132,6 millions d'euros dans les comptes consolidés, l'augmentation de capital et la prime d'émission s'élèvent respectivement à 14,6 millions d'euros et 67,0 millions d'euros.

Concernant la fusion avec le Groupe Ramsay France, l'évolution du goodwill par rapport au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

Goodwill provisoire au 31-12-2015	Juste valeur des immeubles	Indemnités de départ en retraite	Autres	Goodwill définitif au 30-06-2016
165.3	(27.6)	(4.1)	(1.0)	132.6

Les éléments identifiés au cours des travaux de revalorisation du patrimoine concernent principalement les ensembles immobiliers (actifs cliniques) et les engagements de retraite.

La valorisation des actifs cliniques (terrain et construction) a été réalisée au 30 juin 2016 par l'expert indépendant qui réalise chaque année les expertises immobilières des biens détenus par le groupe Ramsay Générale de Santé.

Les expertises ont porté sur tous les sites détenus en propre ou en crédit bail, et sont multicritères. Des expertises plénières avec visites sur sites ont été menées sur les sites les plus significatifs (représentant 40% des revenus et 75% de la valeur vénale). Les autres expertises ont été réalisées sur pièce.

Les indemnités de départ à la retraite ont été évaluées à la date d'acquisition par l'actuaire du groupe Ramsay Générale de Santé en tenant compte des hypothèses du groupe suivantes :

- Hypothèses et données conjoncturelles au 30 juin 2015
- Hypothèses structurelles au 30 juin 2016

Les autres éléments donnant lieu à réévaluation concernent principalement les provisions pour risques et charges pour lesquelles les règles de valorisation ont été alignées sur celles du groupe et les créances et dettes d'exploitation mesurées à leur juste valeur.

Les autres impacts de l'intégration des Groupes Hôpital Privé Métropole (HPM) et Ramsay France sur le bilan consolidé sont les suivants :

Bilan (en millions d'euros)	Valeur comptable
Actif immobilisé.....	273.3
Autres actifs financiers non courants	6.8
Impôts différés actifs.....	8.2
Total actif non courant.....	288.3
Créances, stocks et autres actifs courants.....	86.8
Actifs financiers courants hors trésorerie	—
Trésorerie.....	23.2
Total Actif Courant	110.0
Dettes financières.....	221.1
Provisions et autres passifs non courants.....	17.4
Impôts différés passif.....	31.5
Total Passif non Courant.....	270.0
Dettes financières et dérivés courants	9.8
Autres passifs courants	132.6
Total Passif Courant.....	142.4

Le chiffre d'affaires des entités HPM représente 85,7 millions d'euros pour 6 mois (du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016) et le chiffre d'affaires des entités Ramsay représente 411,8 millions d'euros pour 12 mois (1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016).

Les coûts liés à la fusion avec Ramsay Santé France s'élèvent à 2.9 M€, dont 1 M€ au titre de l'exercice clos au 30 juin 2016 et 1.9 M€ au titre de l'exercice clos au 30 juin 2015.

Les coûts d'acquisition du groupe HPM s'élèvent à 1.6 M€.

Au 30 juin 2016, les synergies issues de ces rapprochements représentent une économie de 6 M€.

3.1.2. - Liquidations / fusions / Cessions

Au cours de l'exercice 2015 / 2016, les opérations suivantes ont été réalisées :

Liquidation :

- Liquidation du GSAP srl (Italie) en Janvier 2016.

Fusion - Tup :

- Fusion de la Clinique Sainte-Marthe, Clinique Fontaine et de la Clinique Chenôve dans l'Hôpital Privé Dijon Bourgogne le 30 Mai 2016 avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 2015.
- L'entité « Clinique La Francilienne », établissement secondaire d'Hôpital Privé de Paul d'Egine est supprimée du périmètre de consolidation.

3.2 - Impact des changements de périmètre de consolidation sur le tableau des flux de trésorerie consolidés

Flux de trésorerie (en millions d'euros)		Impact des entrantes	Impact des sortantes
Prix d'acquisition des entités.....(A)		135.2	
Dont décaissé.....(B)		(135.2)	
Dette contractée.....(C) = (A) - (B)		-	
Trésorerie acquise.....(D)		23.2	
Auto-contrôle.....(E)		-	
Effet entrées de périmètre.....(F) = (D) + (E) + (B)	TFT	(112.0)	
Dettes financières nettes des entrantes hors trésorerie.....(G)		231.3	
Effet entrées de périmètre net sur l'endettement financier(H) = (G) - (F)		343.3	
Prix de cession des entités.....(a)			1.5
Dont encaissé.....(b)			1.5
Créance enregistrée.....(c) = (a) - (b)			-
Trésorerie sortie.....(d)			0.1
Effet sorties de périmètre.....(e) = + (b) - (d)	TFT		1.4
Dettes financières nettes des sortantes hors trésorerie.....(f)			-
Effet sorties de périmètre net sur l'endettement financier(g) = (f) - (e)			(1.4)
Effets de périmètres.....(G) + (f)	TFT	231.3	-
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé.....		-	-
Avances preneurs.....		(14.2)	
Divers.....		(0.3)	
EFFET DE PERIMETRE ET DIVERS.....	TFT	216.8	

4. - SECTEURS OPERATIONNELS

Au 30 juin 2016, l'activité du Groupe s'articule autour de 12 secteurs opérationnels.

- Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bourgogne-Franche Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Nord-Pas de Calais-Picardie, Normandie, Provence Alpes Côte d'Azur, Ile de France, Auvergne-Rhône Alpes, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées, Italie et Siège.

Le Conseil d'Administration évalue la performance de ces secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires à leur développement en fonction de certains indicateurs de performance opérationnels (EBE, ROC) et flux de trésorerie opérationnels (BFR, Capex).

Le Groupe Ramsay Générale de Santé présente les informations relatives à deux zones géographiques (France et Italie).

4.1 - Comptes de résultat et bilans consolidés opérationnels

4.1.1 - Comparatif Juin 2016 / Juin 2015 / 2014 – Données comparables

Afin de refléter l'impact des cessions des entités au cours de l'exercice Juin 2015 (cf. chap. 1 préambule : événements importants de l'exercice), la société a établi un comparatif entre Juin 2016, Juin 2015 et 2014 en isolant sous le poste « autres activités » les activités non stratégiques ainsi que les actifs de cessions ou cédés.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016									
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne -Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais- Picardie	PACA	Bourgogne -Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités	Italie	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	934.4	342.5	300.4	190.3	110.0	326.0	--	23.3	2 226.9
Chiffre d'affaires réalisé avec des secteurs opérationnels du Groupe	--	--	--	--	--	--	--	--	--
CHIFFRE D'AFFAIRES	934.4	342.5	300.4	190.3	110.0	326.0	--	23.3	2 226.9
Charges d'exploitation hors amortissements	(820.3)	(303.7)	(265.1)	(179.6)	(101.8)	(266.5)	0.1	(20.3)	(1 957.2)
Excédent Brut d'Exploitation	114.1	38.8	35.3	10.7	8.2	59.6	0.1	3.0	269.8
Amortissements	(60.2)	(18.2)	(17.6)	(13.0)	(4.6)	(16.6)	--	(0.6)	(130.8)
Résultat opérationnel courant	53.9	20.6	17.7	(2.3)	3.6	43.0	0.1	2.4	139.0
Coûts des restructurations	(0.2)	0.6	--	(1.4)	(1.6)	(2.4)	--	--	(5.0)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	0.4	--	--	(0.2)	0.3	1.0	--	--	1.5
Pertes de valeur des goodwill	--	--	--	(15.3)	--	(5.8)	--	--	(21.1)
Autres produits & charges non courants	0.2	0.6	--	(16.9)	(1.3)	(7.2)	--	--	(24.6)
Résultat opérationnel	54.1	21.2	17.7	(19.2)	2.3	35.8	0.1	2.4	114.4
Coût de l'endettement financier brut (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	(43.5)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	0.6
Coût de l'endettement financier net	--	--	--	--	--	--	--	--	(42.9)
Autres produits financiers (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	0.1
Autres charges financières (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	(4.5)
Autres produits et charges financiers	--	--	--	--	--	--	--	--	(4.4)
Impôts sur les Résultats (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	(24.9)
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	--	--	--	--	--	--	--	--	--
RESULTAT NET									42.2
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	36.9
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	5.3

- (1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 30 juin 2016, 14,6% du Chiffre d'affaires, 30,9% du ROC du Groupe.

Bilan consolidé au 30 juin 2016										
(en millions d'euros)	Ile de France	Auvergne -Rhône Alpes	Nord-Pas de Calais- Picardie	PACA	Bourgogne -Franche Comté	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités ⁽²⁾	Italie	TOTAL	
Actifs nets opérationnels	(1)	882.6	203.8	263.3	54.6	44.0	8.0	--	3.0	1 459.3
Actifs d'impôts différés		10.7	4.3	3.3	1.5	1.5	25.2	--	--	46.5
Actifs non alloués	(2)	--	--	--	--	--	--	--	--	38.3
Passifs sectoriels	(3)	27.5	9.2	11.5	10.8	9.5	37.1	4.1	1.9	111.6
Passifs d'impôts différés		48.7	4.3	14.2	3.7	1.2	8.8	0.1	--	81.0
Passifs non alloués	(4)	--	--	--	--	--	--	--	--	913.7
Investissements Industriels nets	(5)	(45.6)	(14.5)	(16.1)	(7.8)	(17.8)	(22.2)	--	(0.9)	(124.9)

- (1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.
- (2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.
- (3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.
- (4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.
- (5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations financement).
- (6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine-Limousin Poitou Charente, Bretagne, Centre-Val de Loire, Normandie, Languedoc- Roussillon – Midi Pyrénées et Siège). Ils représentent au 30 juin 2016, 0,5% des Actifs nets opérationnels du Groupe.
- (7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Compte de résultat consolidé - du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015									
(en millions d'euros)	Ile de France	Rhône Alpes	Nord Pas de Calais	PACA	Bourgo-gne	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités ⁽²⁾	Italie	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	395.9	146.9	101.5	88.2	55.1	93.3	–	12.4	893.3
Chiffre d'affaires réalisé avec des secteurs opérationnels du Groupe	–	–	–	–	–	–	–	–	–
CHIFFRE D'AFFAIRES	395.9	146.9	101.5	88.2	55.1	93.3	–	12.4	893.3
Charges d'exploitation hors amortissements	(339.8)	(128.9)	(90.4)	(81.3)	(52.0)	(74.1)	(0.8)	(10.2)	(777.5)
Excédent Brut d'Exploitation	56.1	18.0	11.1	6.9	3.1	19.1	(0.8)	2.2	115.7
Amortissements	(25.1)	(7.9)	(5.4)	(5.7)	(2.0)	(7.6)	–	(0.3)	(54.0)
Résultat opérationnel courant	31.0	10.1	5.7	1.2	1.1	11.5	(0.8)	1.9	61.7
Coûts des restructurations	(1.8)	–	(1.1)	(0.7)	(4.3)	(5.5)	–	–	(13.4)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Pertes de valeur des goodwill	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres produits & charges non courants	(1.8)	–	(1.1)	(0.7)	(4.3)	(5.5)	–	–	(13.4)
Résultat opérationnel	29.2	10.1	4.6	0.5	(3.2)	6.0	(0.8)	1.9	48.3
Coût de l'endettement financier brut (non alloué)	–	–	–	–	–	–	–	–	(19.0)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué)	–	–	–	–	–	–	–	–	0.8
Coût de l'endettement financier net	–	–	–	–	–	–	–	–	(18.2)
Autres produits financiers (non alloué)	–	–	–	–	–	–	–	–	0.2
Autres charges financières (non alloué)	–	–	–	–	–	–	–	–	(3.9)
Autres produits et charges financiers	–	–	–	–	–	–	–	–	(3.7)
Impôts sur les Résultats (non alloué)	–	–	–	–	–	–	–	–	(17.5)
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	–	–	–	–	–	–	–	–	–
RESULTAT NET									8.9
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	4.9
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	4.0

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine, Bretagne, Centre, Basse Normandie, Haute Normandie et Siège). Ils représentent au 30 juin 2015, 10,4% du Chiffre d'affaires, 18,6% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 30 juin 2015										
(en millions d'euros)	Ile de France	Rhône Alpes	Nord Pas de Calais	PACA	Bourgo-gne	Autres Régions ⁽⁶⁾	Autres activités ⁽⁷⁾	Italie	TOTAL	
Actifs nets opérationnels	(1)	669.9	178.8	73.1	46.7	23.0	73.9	3.7	10.1	1 079.2
Actifs d'impôts différés		2.6	3.4	2.6	1.9	3.0	23.2	0.3	0.4	37.4
Actifs non alloués	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	34.5
Passifs sectoriels	(3)	21.1	8.7	6.9	6.9	9.5	11.4	5.1	2.1	71.7
Passifs d'impôts différés		32.7	3.7	0.1	3.7	2.3	19.0	0.1	–	61.6
Passifs non alloués	(4)	–	–	–	–	–	–	–	–	709.7
Investissements Industriels nets	(5)	(16.5)	(5.6)	(4.5)	(3.0)	(7.2)	(5.3)	–	(0.2)	(42.3)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations financement).

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine, Bretagne, Centre, Basse Normandie, Haute Normandie et Siège). Ils représentent au 30 juin 2015, 6,8% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Compte de résultat consolidé - 2014									
(en millions d'euros)	Ile de France	Rhône Alpes	Nord Pas de Calais	PACA	Bourgo-gne	Autres Régions ⁽¹⁾	Autres activités ⁽²⁾	Italie	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	751.7	282.7	196.8	165.7	109.1	182.5	--	23.0	1 711.6
Chiffre d'affaires réalisé avec des secteurs opérationnels du Groupe	--	--	--	--	--	--	--	--	--
CHIFFRE D'AFFAIRES	751.7	282.7	196.8	165.7	109.1	182.5	--	23.0	1 711.6
Charges d'exploitation hors amortissements	(657.0)	(251.4)	(177.0)	(155.2)	(101.5)	(142.0)	(0.8)	(21.1)	(1 506.0)
Excédent Brut d'Exploitation	94.7	31.3	19.8	10.5	7.6	40.5	(0.8)	2.0	205.6
Amortissements	(50.2)	(17.1)	(10.8)	(11.3)	(4.5)	(14.9)	--	(0.7)	(109.5)
Résultat opérationnel courant	44.5	14.2	9.0	(0.8)	3.1	25.6	(0.8)	1.3	96.1
Coûts des restructurations	(2.7)	0.1	--	6.2	0.2	(15.9)	--	--	(12.1)
Résultat de la gestion du patrimoine immobilier et financier	0.7	2.1	--	--	--	(0.6)	--	--	2.2
Pertes de valeur des goodwill	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Autres produits & charges non courants	(2.0)	2.2	--	6.2	0.2	(16.5)	--	--	(9.9)
Résultat opérationnel	42.5	16.4	9.0	5.4	3.3	9.1	(0.8)	1.3	86.2
Coût de l'endettement financier brut (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	(28.8)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	0.4
Coût de l'endettement financier net	--	--	--	--	--	--	--	--	(28.4)
Autres produits financiers (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	0.2
Autres charges financières (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	(5.2)
Autres produits et charges financiers	--	--	--	--	--	--	--	--	(5.0)
Impôts sur les Résultats (non alloué)	--	--	--	--	--	--	--	--	(29.7)
Quote-part du résultat net dans les entreprises associées	--	--	--	--	--	--	--	--	--
RESULTAT NET									23.1
<i>Dont Résultat Net Part du Groupe</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	19.7
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>	--	--	--	--	--	--	--	--	3.4

(1) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine, Bretagne, Centre, Basse Normandie, Haute Normandie et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2014, 10,7% du Chiffre d'affaires, 26,6% du ROC du Groupe.

(2) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

Bilan consolidé au 31 décembre 2014										
(en millions d'euros)		Ile de France	Rhône Alpes	Nord Pas de Calais	PACA	Bourgo-gne	Autres Régions ⁽⁶⁾	Autres activités ⁽⁷⁾	Italie	TOTAL
Actifs nets opérationnels	(1)	689.2	189.7	77.3	53.2	17.9	64.5	4.3	8.5	1 104.6
Actifs d'impôts différés		4.1	4.3	3.1	2.1	1.8	27.9	0.3	0.4	44.0
Actifs non alloués	(2)	--	--	--	--	--	--	--	--	28.8
Passifs sectoriels	(3)	20.3	8.3	7.2	7.2	6.7	16.6	5.1	2.2	73.6
Passifs d'impôts différés		33.0	3.3	0.1	3.7	2.4	19.7	0.1	--	62.3
Passifs non alloués	(4)	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Investissements Industriels nets	(5)	(48.2)	(8.9)	(8.2)	(10.5)	(2.6)	(18.8)	--	(0.6)	(97.8)

(1) Les Actifs nets opérationnels correspondent à la somme du goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, du besoin de fonds de roulement lié à l'activité et de l'impôt exigible net.

(2) Les Actifs non alloués correspondent à la somme des participations dans les entreprises associées, des autres actifs financiers non courants, trésorerie et équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants.

(3) Les passifs sectoriels correspondent à la somme des provisions pour retraite, provisions non courantes, autres passifs non courants et provisions courantes.

(4) Les passifs non alloués correspondent à la somme des emprunts et dettes financières, des dettes financières courantes et des découverts bancaires.

(5) Les investissements industriels nets correspondent aux sorties nettes de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations financement).

(6) Le poste « Autres régions » regroupe six secteurs (Aquitaine, Bretagne, Centre, Basse Normandie, Haute Normandie et Siège). Ils représentent au 31 décembre 2014, 5,8% des Actifs nets opérationnels du Groupe.

(7) Le poste « Autres activités » inclut les activités non stratégiques dont les actifs sont en cours de cession ou cédés.

4.2 - Informations relatives aux zones géographiques

Chiffre d'Affaires (en millions d'euros)	2014	%	2015	%	2016	%
France.....	1 688.5	98.7%	880.9	98.6%	2 203.6	99.0%
Italie.....	23.1	1.3%	12.4	1.4%	23.3	1.0%
TOTAL	1 711.6	100%	893.3	100%	2 226.9	100%

Le chiffre d'affaires, par zone géographique, prend en compte toutes les activités de l'année y compris celles cédées au cours de l'exercice.

4.3 - Informations relatives aux principaux clients

Le chiffre d'affaires de Ramsay Générale de Santé résulte essentiellement de la prise en charge par la Sécurité sociale et par des assurances privées complémentaires, sur la base des tarifs fixés chaque année par les pouvoirs publics, des soins et services fournis par le Groupe et dans une moindre mesure par le paiement par les patients ou par des assurances privées complémentaires des services connexes aux soins tels que principalement le séjour en chambre individuelle ou la location de télévisions. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux, administratifs et locations fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients.

Au 30 juin 2016, les produits d'activités de soins facturés à la sécurité sociale représentent 88,3% du chiffre d'affaires du Groupe, les recettes hôtelières, prises en charge par les assurances privées complémentaires et les patients, représentent 5,7% du chiffre d'affaires du Groupe. Le solde du chiffre d'affaires du Groupe (environ 6,0% au 30 juin 2016) provient essentiellement des redevances versées par les praticiens en rétribution des services généraux ou administratifs fournis par les établissements du Groupe, tels que la facturation des actes, le recouvrement de leurs honoraires auprès de la Sécurité sociale, des compagnies d'assurances et des patients

5. - NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1 - Résultat opérationnel

5.1.1 - Frais de personnel

(en millions d'euros)	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Salaires et appointements.....	(512.1)	(264.9)	(670.7)
Charges sociales.....	(234.3)	(118.9)	(303.0)
Indemnités de fin de carrière.....	(2.1)	(1.0)	(2.9)
Intéressement.....	(3.7)	(1.5)	(5.9)
Participation.....	(5.5)	(2.2)	(8.9)
Intérim.....	(3.8)	(1.8)	(5.6)
Autres.....	(0.2)	(0.2)	5.8
CICE.....	23.9	12.3	31.9
TOTAL	CR (737.8)	(378.2)	(959.3)

5.1.2 - Autres charges et produits opérationnels

(en millions d'euros)	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2016 au 30 juin 2016
Autres charges opérationnelles.....	(218.3)	(115.5)	(297.6)
Autres produits opérationnels.....	7.0	5.9	17.3
TOTAL	CR (211.3)	(109.6)	(280.3)

Les autres charges opérationnelles sont principalement composées des coûts de sous-traitance d'hôtellerie (restauration, ménage...) des dépenses de maintenance, d'entretien, d'honoraires et d'assurances.

Les autres produits opérationnels sont principalement composés des subventions d'exploitation, des transferts de charges ainsi que des reprises de provisions sans contrepartie des dépenses de maintenance, d'entretien, d'honoraires, d'assurances.

5.1.3 - Loyers

(en millions d'euros)	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Loyers immobiliers (locations simples).....	(124.9)	(65.2)	(157.7)
Loyers mobiliers (locations simples)	(14.2)	(7.4)	(18.0)
TOTAL	CR (139.1)	(72.6)	(175.7)

5.1.4 - Autres produits et charges non courants

(en millions d'euros)	NOTE	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Charges de restructuration		(16.0)	(9.7)	(7.3)
Charges de restructurations cash		(16.0)	(9.7)	(7.3)
Variations des provisions.....		6.6	(1.9)	2.6
Dépréciation exceptionnelles des immob. Corporelles & incorporelles.....		(9.7)	(1.8)	(0.2)
Autres charges / produits.....		7.0	-	-
Total Coûts de Restructurations		(12.1)	(13.4)	(5.0)
Autres plus ou moins-values sur ventes immobilières		2.2	-	1.5
Autres plus ou moins-values sur cessions de sociétés.....		-	-	-
Total Résultat de la gestion du patrimoine immob. et financier		2.2	-	1.5
Pertes de valeurs.....		-	-	(21.1)
TOTAL	CR	(9.9)	(13.4)	(24.5)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (autres produits & charges non courants payés)	TFT	(16.0)	(9.7)	(7.3)
Impact Tableau de Flux de Trésorerie (cessions d'entités)	TFT	0.7		1.6

Les coûts de restructurations s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	NOTE	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Impacts des regroupements		(1.8)	(4.9)	(0.8)
Restructuration et autres coûts		(10.3)	(8.5)	(4.2)
Litige Mermoz		-	-	-
Total Coûts de Restructurations		(12.1)	(13.4)	(5.0)

5.2 - Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	NOTE	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016
Produits d'intérêt générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.....		0.4	0.8	0.6
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie.....		-	-	-
Résultat des couvertures de taux et de change sur trésorerie		-	-	-
Sous-Total produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		0.4	0.8	0.6
Intérêts sur dettes bancaires et sur autres dettes financières		(16.7)	(14.8)	(35.1)
Intérêts sur biens immobiliers financés en location financement.....		(4.2)	(1.9)	(4.0)
Intérêts sur biens mobiliers financés en location financement		(2.4)	(1.5)	(1.6)
Charges sur couvertures de taux d'intérêts.....		(5.5)	(0.8)	(2.8)
Sous-Total coût de l'endettement financier brut		(28.8)	(19.0)	(43.5)
TOTAL COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	TFT/CR	(28.4)	(18.2)	(42.9)

Le taux d'intérêt sur l'endettement financier net moyen ressort à environ 3,65% au 30 juin 2016.

5.3 - Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	NOTE	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Dividendes	TFT	0.2	0.2	0.1
Coûts d'emprunt immobilisés		-	-	-
Autres produits financiers		-	-	-
Sous-Total autres produits financiers.....		0.2	0.2	0.1
Gains et pertes liés à l'extinction des dettes		(4.5)	(2.2)	(4.3)
Coûts de l'actualisation.....		(0.7)	(0.4)	(0.2)
Autres charges financières		-	(1.3)	-
Sous-Total autres charges financières.....		(5.2)	(3.9)	(4.5)
Total Autres Produits & Charges Financiers	CR	(5.0)	(3.7)	(4.4)

5.4 - Impôts sur les résultats

5.4.1 - Analyse de la charge nette d'impôts

- Régime fiscal des groupes de sociétés

Au 30 juin 2016, Ramsay Générale de Santé SA est la tête de groupe du périmètre d'intégration fiscale, qui est constitué de 152 filiales membres.

Une convention entre la société mère et sa société filiale membre formalise les méthodes de répartitions des économies ou des charges complémentaires d'impôts résultant du régime d'intégration fiscale.

Les principales modalités sont les suivantes :

La Société Membre verse à la Société Mère, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe ainsi que de toute contribution additive à l'impôt sur les sociétés et ce quel que soit le montant effectif desdits impôts, une somme égale à celle qui aurait grevé son résultat ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite des droits à imputation dont la Société Membre aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

Les économies d'impôts réalisées par le Groupe, liées aux déficits, sont enregistrées au compte de résultat de la Société Mère.

- Détail des impôts sur les résultats

(en millions d'euros)	Note	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Charges d'impôts exigibles de période (au taux normal)..... ⁽¹⁾		(6.4)	(4.5)	(15.9)
CVAE		(18.1)	(9.3)	(23.2)
Ajustement au titre de l'impôt exigible des périodes antérieurs.....		0.5	(0.2)	1.5
Crédit d'impôts.....		0.6	0.2	0.1
Utilisation des déficits reportables.....		-	-	6.4
Impôts au taux réduit (19,63% régime SIIC 3 pour 2009 et 2010)		(4.0)	-	-
Impôts courants		(27.4)	(13.8)	(31.1)
Impôts différés	5.4.4	(2.3)	(3.7)	6.2
Impôts sur les résultats	CR	(29.7)	(17.5)	(24.9)

⁽¹⁾ y compris les flux relatifs aux provisions

5.4.2 - Actif et passif d'impôts exigibles

(en millions d'euros)	NOTE	31-12-2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	VARIATIONS			du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
				liées à l'activité	Entrées de périmètre	autres variations	
Actif d'impôt exigible..... (I)	B	3.3	2.3	27.9	11.5	(27.3)	14.4
Passif d'impôt exigible..... (II)	B	5.1	4.4	53.5	—	(40.0)	17.9
Variation Actif et Passif d'Impôts Exigibles (III) = (I) – (II)		(1.8)	(2.1)	(25.6)	11.5	12.7	(3.5)
Variation provision pour impôts..... (IV)	6.9			(1.1)			
Total Charge d'impôts courants..... (V)				(31.1)			
Impôts sur les bénéfices payés pendant l'exercice = (V) + (IV) – (III)	TFT			(18.1)			

Les actifs d'impôts exigibles correspondent aux acomptes d'impôt versés et non imputés sur l'impôt à payer. Ces actifs concernent essentiellement les sociétés non intégrées fiscalement.

Les passifs d'impôts exigibles correspondent aux impôts sur les résultats restant à payer.

5.4.3 - Taux d'impôts effectif

- Analyse de la charge d'impôt

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices et le taux effectif d'impôt du Groupe s'analyse ainsi :

% du résultat net avant impôts	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Taux normal d'impôt.....	38.0	38.0	38.0
Incidence des taux d'impôts différents du taux normal.....	6.9	(81.3)	(68.2)
Impôts différés sur les déficits fiscaux antérieurs.....	(1.0)	50.7	(190.6)
Actif d'impôt différé non enregistré sur perte fiscale de l'exercice.....	1.0	426.8	—
Différence permanente entre les résultats comptables et les résultats imposables....	90.0	701.4	268.4
Autres.....	2.5	(0.7)	—
Taux effectif d'impôt du groupe sur le résultat net avant impôts	137.4	1 033.6	47.6

5.4.4 - Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

Analyse des actifs et passifs des impôts différés pour chaque catégorie de différences temporaires et de pertes fiscales.

(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	IMPOTS DIFFERES NETS			du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
				Imp. Rés.	Entrées de périmètre	Autres Var. ⁽¹⁾	
Provisions pour retraite.....	12.5	12.2	(0.4)	3.8	0.7	16.3	
Location financement.....	(10.0)	(10.8)	(0.9)	(3.7)	—	(15.4)	
Ecart d'évaluation.....	(24.9)	(24.5)	3.3	(18.0)	—	(39.2)	
Variation des durées d'amortissement	(11.4)	(11.1)	1.5	—	—	(9.6)	
Activation des déficits de l'année.....	12.8	10.8	(2.7)	1.4	—	9.4	
Juste valeur des instruments financiers..	0.6	(0.9)	0.1	—	7.0	6.2	
Autres.....	2.0	0.1	5.3	(7.4)	(0.3)	(2.2)	
TOTAL	(18.3)	(24.2)	6.2	(23.9)	7.4	(34.5)	

(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	IMPOTS DIFFERES NETS			du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
				Imp. Rés.	Entrées de périmètre	Autres Var. ⁽¹⁾	
Impôts différés actif.....	B	44.0	37.4	(0.4)	8.3	1.2	46.5
Impôts différés passif.....	B	(62.3)	(61.6)	6.6	(32.2)	6.2	(81.0)
TOTAL	(18.3)	(24.2)	6.2	(23.9)	7.4	(34.5)	

Note

IMPACT COMPTE DE RESULTAT

5.4.1

6.2

(1) La colonne « autres variations » est constituée principalement des variations de périmètre.

5.4.5 - Impôts différés non comptabilisés

- Déficit reportables et crédits d'impôts disponibles

	2014		du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015		du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016	
	Base	Economie d'impôt potentielle (a)	Base	Economie d'impôt potentielle (a)	Base	Economie d'impôt potentielle (b)
Déficits fiscaux reportables indéfiniment.....	75.2	28.6	76.5	29.1	66.0	22.7
Actifs d'impôts différés non constatés.....	41.6	15.8	48.2	18.3	38.7	13.3
Actifs d'impôt différé constaté	33.6	12.8	28.3	10.8	27.3	9.4

(a) Taux d'impôt utilisé 38,00%

(b) Taux d'impôt utilisé 34,43%

5.4.6 - Impôts sur les produits et charges enregistrés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Impôts différés :			
- sur la variation des écarts actuariels relatifs aux engagements d'indemnités de fin de carrière	1.2	(0.6)	0.7
- sur la variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture	(1.5)	(1.6)	7.0
Impôts des produits et charges enregistrés directement en capitaux propres	(0.3)	(2.2)	7.7

5.5 - Résultat net par action

	2014	du 1 ^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015	du 1 ^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016
Résultat net part du Groupe (en millions d'euros)	19.7	4.9	36.9
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice (y compris actions auto-détenues) .	56 427 195	56 427 195	75 957 095
Nombre d'actions auto-détenues.....	25 301	25 301	25 301
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice	56 401 894	56 401 894	75 931 794
Résultat net non dilué par actions (en euros)	0.35	0.09	0.49
Effet dilutif plan de souscription.....	8 276	8 276	—
Nombre d'actions pondéré au cours de l'exercice prenant en compte l'effet dilutif.....	56 410 170	56 410 170	75 931 794
Résultat net dilué par actions (en euros)	0.35	0.09	0.49

6. - NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN
6.1 - Goodwill

(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
VALEUR BRUTE				
Solde au début de l'exercice	B	564.5	564.5	564.5
Entrées de périmètre		—	—	250.4
Sortie de périmètre		—	—	(0.1)
Variations des taux de détention		—	—	—
Actifs détenus en vue de la vente		—	—	—
Autres.....		—	—	—
Solde à la fin de l'exercice.....	B	564.5	564.5	814.8

CUMUL DES PERTES DE VALEUR

Les goodwill ont donné lieu à des tests de valeur en retenant les hypothèses suivantes :

	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Taux d'actualisation avant impôts	9.80%	9.15%	8.70%
Taux de croissance à l'infini	1.50%	1.50%	1.00%

Les tests effectués n'ont conclu à aucune dépréciation pour les années 2014, 2015. En 2016, les tests effectués ont conclu à une dépréciation de (21,1) millions d'euros, dont 15,2 m€ pour l'UGT « PACA » et 5,9 m€ pour l'UGT « Centre Val de Loire ». Le goodwill affecté à ces 2 UGT est totalement déprécié.

(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Solde au début de l'exercice	B	(52.5)	(52.5)	(52.5)
Pertes de valeur comptabilisées au cours de l'exercice		-	-	(21.1)
Reprise de pertes de valeur comptabilisées au cours de l'exercice		-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	B	(52.5)	(52.5)	(73.6)

VALEUR COMPTABLE

	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Au début de l'exercice	B	512.0	512.0	512.0
A la fin de l'exercice	B	512.0	512.0	741.2

Les goodwill nets alloués aux groupes d'UGT se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Ile de France		383.5	383.5	474.7
Rhône Alpes		58.6	58.6	70.3
Nord		47.2	46.8	166.4
PACA		4.6	4.6	-
Bourgogne		8.9	8.9	11.0
Autres Régions		9.2	9.6	18.8
Italie		-	-	-
Total		512.0	512.0	741.2

Sensibilité de la valeur recouvrable des UGT aux hypothèses retenues.

Les sensibilités aux principales variations d'hypothèses sont les suivantes : la majoration du taux d'actualisation de 0,5% conduirait à une baisse de la valeur recouvrable de 124,8 millions d'euros sans impacter d'autres UGT que celles dépréciées au 30 juin 2016. La conséquence d'une diminution du taux de croissance à l'infini de 0,5% conduirait à une baisse de la valeur recouvrable de 83,1 millions d'euros sans impacter d'autres UGT que celles dépréciées au 30 juin 2016. Si les 2 facteurs étaient combinés, la valeur recouvrable diminuerait de 196,3 millions d'euros sans impacter d'autres UGT que celles dépréciées au 30 juin 2016.

6.2 - Autres immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	N O T E	Brut					Amortissement				VNC		
		30 juin 2015	Acquis.	Ces.	Aut. Mvts.(1)	30 juin 2016	30 juin 2015	Dot.	Aut. Mvts.(1)	30 juin 2016	31 déc. 2014	30 juin 2015	30 juin 2016
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	B	74.5	19.1	(4.6)	17.6	106.6	(58.7)	(7.8)	(12.8)	(79.3)	14.1	15.8	27.3

6.3 - Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	N O T E	Brut					Amortissement					VNC		
		30 juin 2015	Acq.	Ces./ Transfert	Aut. Mvts(1)	30 juin 2016	30 juin 2015	Dot.	Ces./ Transfert	Aut. Mvts(1)	30 juin 2016	31 déc. 2014	30 juin 2015	30 juin 2016
Terrains		48.3	3.5	(0.5)	41.6	92.9	(0.5)	-	-	(0.4)	(0.9)	44.5	47.8	92.0
Constructions		775.9	18.0	(1.7)	248.4	1 040.6	(365.5)	(40.8)	0.8	(84.5)	(490.0)	422.2	410.4	550.6
Constructions en cours		9.0	39.2	(16.8)	0.2	31.5	-	-	-	-	-	4.4	9.0	31.5
Inst. Techn., mat. et outillage		488.4	55.5	(55.7)	192.6	680.8	(370.1)	(29.5)	55.4	(179.4)	(523.6)	132.5	118.3	157.2
Autres		261.5	17.7	(3.5)	45.4	321.1	(185.1)	(8.0)	3.0	(40.4)	(230.5)	77.6	76.4	90.6
TOTAL	B	1 583.0	133.9	(78.2)	528.2	2 166.9	(921.2)	(78.3)	59.2	(304.7)	(1 245.0)	681.2	661.8	921.9
<i>dt Immob. en loc. financement :</i>														
- Terrains et constructions		167.0	1.0	-	21.3	189.3	(30.8)	(1.6)	-	(10.5)	(43.0)	137.7	136.1	146.3
- Equipements		169.9	15.9	(45.7)	12.7	152.8	(93.8)	(17.3)	45.7	(23.2)	(88.6)	87.0	76.1	64.2
Actifs détenus en vue de la vente	B	2.0	-	(2.0)	-	-	-	-	-	-	-	6.8	2.0	-
<i>dt Immob. en loc. financement :</i>														
Prix de cession reclassé en moins des Capex		(22.4)												
Capex reclassé en diminution des désinvest.														
Impact des subventions reçues		(0.4)												
Impact des frais financiers capitalisés														
Impact de la variation du BFR sur Immob.		(4.3)												
Impact des capitalisations les loc. financ..		(16.9)												
Impact Tableau des Flux de Trésorerie	T F T	109.0												

(1) Le poste « Autres Mouvements » se compose essentiellement des flux dus aux entrées et sorties de périmètre.

6.4 - Participation dans les entreprises associées

Aucune participation consolidée en ME n'est significative à l'échelle du Groupe.

Sociétés (en millions d'euros)	%	31-12-2014		30-06-2015		30-06-2016	
		Montant	Quote Part Résultat	Montant	Quote Part Résultat	Montant	Quote Part Résultat
Toutes sociétés.....	—	0.3	-	0.3	-	0.6	-
TOTAL		0.3	-	0.3	-	0.6	-

6.5 - Autres actifs et passifs financiers non courants

(en millions d'euros)	NOTE	31-12-2014	30-06-2015	VARIATIONS		30-06-2016
				liées à l'activité	autres variations	
Actifs financiers disponibles à la vente.....		0.6	0.6	-	2.5	3.1
Dépôts versés et autres prêts.....		26.0	31.4	9.3	6.9	47.6
Juste valeur des Instruments financiers de couverture.....		-	-	-	-	-
Total Autres Actifs Financiers Non Courants (I)		26.6	32.0	9.3	9.4	50.7
Dépôts et Cautionnements reçus		2.2	2.2	29.6	(29.1)	2.7
Autres passifs non courants		-	-	-	-	-
Participations des salariés.....		3.6	3.4	(0.6)	1.2	4.0
Juste valeur des Instruments financiers de couverture.....	6.8	-	(4.1)	-	20.6	16.5
Total Autres Passifs Non Courants (II)		5.8	1.5	29.0	(7.3)	23.2
Actifs détenus en vue de la vente	III	-	-			
VARIATION AUTRES ACTIFS ET PASSIFS NON COURANTS (I - II + III)		20.8	30.5	(19.7)	16.7	27.5
IMPACT TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE				19.7		

Les actifs financiers disponibles à la vente concernent pour l'essentiel les titres de participation dans les filiales où le groupe n'a pas le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à tirer avantages de ces activités. Ces actions de sociétés non cotées sont principalement constituées de sociétés civiles immobilières, ainsi que les dépôts versés consentis dans le cadre de contrats de location simple.

Les profits et pertes enregistrés en capitaux propres et en résultat sur les actifs financiers disponibles à la vente sont les suivants :

		Au 30 juin 2016				
(en millions d'euros)	NOTE	Dividendes	Evaluation ultérieure			Res. de cession
			Var. de juste valeur	Effet de change	Dépréciation	
Capitaux propres		-	-	-	-	-
Résultat.....		0.1	-	-	-	-
Total		0.1	-	-	-	-

		Au 30 juin 2015				
(en millions d'euros)	NOTE	Dividendes	Evaluation ultérieure			Res. de cession
			Var. de juste valeur	Effet de change	Dépréciation	
Capitaux propres		-	-	-	-	-
Résultat.....		0.2	-	-	-	-
Total		0.2	-	-	-	-

		Au 31 décembre 2014				
(en millions d'euros)	NOTE	Dividendes	Evaluation ultérieure			Res. de cession
			Var. de juste valeur	Effet de change	Dépréciation	
Capitaux propres		-	-	-	-	-
Résultat.....		0.2	-	-	-	-
Total		0.2	-	-	-	-

6.6 - Capitaux propres de l'ensemble groupe et hors groupe

Le Groupe Ramsay Générale de Santé s'attache à gérer ses fonds propres dans une optique de long terme avec le souci d'assurer sa pérennité et au-delà, de maintenir une structure financière optimale en termes de coûts du capital, de rentabilité pour ses actionnaires et de sécurité pour l'ensemble des tiers avec lesquels il est en relation.

6.6.1 - Actions

L'assemblée générale extraordinaire du 1er juillet 2015 a décidé l'augmentation de capital d'un montant de 14 647 425 euros correspondant à l'émission de 19 529 900 actions nouvelles créées en rémunération de l'apport-fusion.

Après cette augmentation, le capital est fixé à 75 957 095 actions d'une valeur nominale de 0,75 euro (entièrement libérées) contre 56 427 195 actions à la clôture de l'exercice de fin juin 2015.

Actions	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Nombre d'actions en début de l'exercice	56 427 195	56 427 195	56 427 195
Augmentation de Capital.....	-	-	19 529 900
Nombre d'actions en fin d'exercice.....	56 427 195	56 427 195	75 957 095

6.6.2 - Actions propres (auto-détenues)

Les mouvements sur actions auto-détenues s'analysent de la façon suivante :

Actions	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Nombre d'actions en début de l'exercice	25 301	25 301	25 301
Achats d'actions.....	-	-	-
Distribution d'actions gratuites au titre du plan 2008	-	-	-
Distribution d'actions gratuites au titre du plan 2009	-	-	-
Cessions	-	-	-
Nombre d'actions en fin d'exercice.....	25 301	25 301	25 301

6.6.3 - Réserves

Au 30 juin 2016 les réserves consolidées sont constituées de la réserve légale, des résultats des exercices antérieurs et des écarts de conversion.

6.6.4 - *Produits & charges comptabilisés directement en capitaux propres*

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
<u>Ecarts actuariels relatifs aux engagements de retraite</u>			
Réserves à l'ouverture.....	(1.6)	(3.5)	(2.4)
Variation écart actuariel.....	(1.9)	1.1	(1.3)
Réserves à la clôture.....	(3.5)	(2.4)	(3.7)
<u>Juste valeur des instruments financiers de couverture</u>			
Réserves à l'ouverture.....	(4.0)	—	2.5
Variation de la juste valeur.....	4.0	2.5	(13.4)
Réserves à la clôture.....	—	2.5	(10.9)

6.6.5 - *Dividendes*

Les dividendes versés sur les périodes 2016, 2015 et 2014 s'analysent de la façon suivante :

	2014	30-06-2015	30-06-2016
<u>DIVIDENDES DISTRIBUES</u>			
Montant (en millions d'euros).....	181.6	—	—
Par action (en euros).....	3.22	—	—

6.6.6 - *Intérêts minoritaires*

Les intérêts minoritaires intègrent principalement la participation de la Clinique du Mousseau (SCI Evry) et de l'hôpital public dans Centro Ortopedico Di Quadrante Spa.

6.7 - *Païement en actions*

A fin juin 2016, il n'y a plus aucune option de souscription d'actions.

6.8 - Endettement financier net

L'endettement financier net libellé en totalité en millions d'euros s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	Note	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016		
		TOTAL	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Dette sénior		665.1	665.9	870.0	5.7	875.7
Dette capex.....		—	—	40.0	—	40.0
TRFA – Total dette sénior		665.1	665.9	910.0	5.7	915.7
Autres emprunts		21.0	26.1	88.2	11.5	99.7
Emprunts en location financement.....		199.4	184.6	125.8	40.0	165.8
- dont : - locations financements sur biens immobiliers		107.7	104.0	87.8	9.7	97.5
- locations financements sur biens mobiliers		91.7	80.6	38.0	30.3	68.3
Capitalisation des frais d'émission ancienne dette		—	—	—	—	—
Capitalisation des frais d'émission nouvelle dette.....		(24.8)	(22.6)	(14.0)	(4.3)	(18.3)
Passifs financiers liés aux actifs détenus en vue de la vente		—	—	—	—	—
Dettes financières long terme		860.7	854.0	1 110.0	52.9	1 162.9
Passifs financiers liés aux actifs détenus en vue de la vente		—	—	—	—	—
Comptes courants financiers passifs.....		1.0	0.8	—	1.9	1.9
Découverts bancaires.....		—	—	—	—	—
DETTES FINANCIERES BRUTES (I).....		861.7	854.8	1 110.0	54.8	1 164.8
Juste valeur des Instruments financiers de couverture.....		—	(2.5)	11.1	—	11.1
Juste valeur des instruments financiers de couverture (II).....		—	(2.5)	11.1	—	11.1⁽¹⁾
Comptes courants financiers actifs		(0.7)	(1.0)	—	(1.3)	(1.3)
Trésorerie.....		(101.0)	(120.1)	—	(112.8)	(112.8)
Autres actifs financiers		(1.6)	(1.6)	(14.5)	—	(14.5)
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (V.M.P.)		(0.3)	(0.3)	(0.3)	—	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS (III)		(103.6)	(123.0)	(14.8)	(114.1)	(128.9)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (I) + (II) +(III)	TFT	758.1	729.3	1 106.3	(59.3)	1 047.0
BOUCLAGE BILAN :						
Emprunts et dettes financières..... (a)		812.7	806.9	—	—	1 110.0
Dettes financières courantes..... (b)		49.0	47.9	—	—	54.8
Découvert bancaire.....(c)		—	—	—	—	—
Passifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente		—	—	—	—	—
- dont : passifs financiers liés aux actifs non courants détenus en vue de la vente		—	—	—	—	—
DETTES FINANCIERES BRUTES A = (a) + (b) + (c) + (d)		861.7	854.8	—	—	1 164.8
Autres passifs non courants	(e)	—	(4.1)	—	—	16.5
Impôts différés	(f)	—	1.6	—	—	(5.4)
Autres passifs non courants nets (juste valeur des instruments financiers)	B = (e) + (f)	—	(2.5)	—	—	11.1
Autres actifs non courants (juste valeur des instruments financiers)..... (g)		—	—	—	—	—
INSTRUMENTS FINANCIERS C = (B) – (g)		—	(2.5)	—	—	11.1
Actifs financiers courants..... (h)		(1.9)	(2.2)	—	—	(1.3)
Actifs financiers non courants.....(i)		(0.4)	(0.4)	—	—	(14.5)
Trésorerie.....(j)		(101.0)	(120.1)	—	—	(112.8)
Actifs relatifs aux actifs non courants détenus en vue de la vente	(k)	—	—	—	—	—
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (mis en diminution des capitaux propres).....(l)		(0.3)	(0.3)	—	—	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS D = (h) + (i) + (j) + (k) + (l).....		(103.6)	(123.0)	—	—	(128.9)
ENDETTEMENT FINANCIER NET (A + C + D)	TFT	758.1	729.3	—	—	1 047.0

(1) Juste valeur des instruments financiers de couverture (+16,5 millions d'euros diminués de l'impôt -5,4 millions d'euros)

6.8.1 - Données explicatives sur les variations de l'endettement net

(en millions d'euros)	NOTE	Situation	Situation	Nouveaux Emprunts	Rembours. dettes	Variation Périmètre nette	Autres	Situation
		Endettement au 31-12-2014	Endettement au 30-06-2015					Endettement au 30-06-2016
Term B1A		500.0	500.0	-	(30.0)	-	-	470.0
Term B1B		160.0	160.0	-	-	-	-	160.0
Term B2.....		-	-	240.0	-	-	-	240.0
Revolving.....		-	-	40.0	-	-	-	40.0
Capex		-	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur dette senior.....		5.1	5.9	-	(0.2)	-	-	5.7
TRFA 2014 – Total dette sénior (Agent = CA-CIB, ex CALYON)		665.1	665.9	280.0	(30.2)	-	-	915.7
Autres emprunts.....		21.0	26.1	49.1	(197.2)	223.5	(1.8)	99.7
Emprunts en location-financement immobilier.....		107.7	104.0	1.0	(9.2)	2.0	(0.3)	97.5
Emprunts en location-financement mobilier.....		91.7	80.6	15.9	(33.4)	5.2	-	68.3
Capitalisation des frais d'émission de la nouvelle dette .		(24.8)	(22.6)	-	-	-	4.3	(18.3)
Passifs financiers liés aux actifs destinés en vue de la vente.....		-	-	-	-	-	-	-
Sous total dettes financières		860.7	854.0	346.0	(270.0)	230.7	2.2	1 162.9
Passifs financiers liés aux actifs destinés en vue de la vente.....		-	-	-	-	-	-	-
Comptes courants passifs.....		1.0	0.8	-	1.1	-	-	1.9
Découvert bancaire		-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		861.7	854.8	346.0	(268.9)	230.7	2.2	1 164.8
Juste valeur des Instruments financiers de couverture ..	6.12.4	-	(2.5)	-	-	0.2	13.4	11.1
INSTRUMENTS FINANCIERS		-	(2.5)	-	-	0.2	13.4	11.1
Comptes courants actifs.....		(0.7)	(1.0)	-	(0.7)	0.4	-	(1.3)
Trésorerie		(101.0)	(120.1)	-	-	(23.2)	30.5	(112.8)
Autres actifs financiers.....		(1.6)	(1.6)	-	1.3	-	(14.2)	(14.5)
Autocontrôle Ramsay Générale de Santé (V.M.P.).....		(0.3)	(0.3)	-	-	-	-	(0.3)
ACTIFS FINANCIERS		(103.6)	(123.0)	-	0.6	(22.8)	16.3	(128.9)
TOTAL ENDETTEMENT FINANCIER NET		758.1	729.3	346.0	(268.3)	208.1	31.9	1 047.0
Impact Tableau des Flux de Trésorerie	TFT			329.1	268.3			

6.8.2 - Dette sénior

Ramsay Générale de Santé en qualité de garant et Compagnie Générale de Santé en qualité d'emprunteur ont conclu le 1er octobre 2014 avec BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Natixis, Barclays et Deutsche Bank, en tant qu'arrangeurs et prêteurs initiaux, un contrat de crédit « Dette sénior » d'un montant global de 1 075,0 millions d'euros. Cette dette sénior a permis le refinancement total de la dette sénior précédemment existante du groupe Ramsay Générale de Santé et le financement de la distribution exceptionnelle de primes d'émission décidée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 18 novembre 2014 et a vocation à permettre le financement des besoins généraux de fonctionnement des sociétés du groupe ainsi que le financement d'acquisitions et de dépenses d'investissement de croissance et de réorganisation. Ce financement est remboursable in fine le 30 septembre 2020 (Cf. paragraphe 6.12.2). Ce financement est composé de 5 lignes de crédit :

Dette sénior	Lignes d'Emprunt d'Origine	Durée (Année)	Échéance	30 juin 2016		
				Montant Utilisé	Montant non utilisé	Remboursement Anticipé
Term B1A facility	500.0	6	1er octobre 2020	470	---	30
Term B1B facility	160.0	6	1er octobre 2020	160	---	---
Term B2 facility	240.0	6	1er octobre 2020	240	---	---
Revolving facility	100.0	6	1er octobre 2020	0	100	---
Acquisition / Capex facility 1 ⁽¹⁾	75.0	6	1er octobre 2020	40	35	---
TOTAL	1 075.0			910	135	30

(1) sous réserve d'être sous un certain niveau de levier financier, la société pourrait demander l'accord à chacun de ses créanciers de la mise à disposition d'une ligne additionnelle de Capex.

Le 1^{er} octobre 2014, suite à son changement d'actionnaires, le Groupe a procédé au remboursement total et obligatoire de son précédent financement senior conclu en 2007, pour un montant global de 349,8 millions d'euros:

- 98,6 millions d'euros sur le « Term A1 » ;
- 4,1 millions d'euros sur le « Term A2 » ;
- 197,0 millions d'euros sur la « Capex » ;
- et 50,0 millions d'euros sur la « Revolver ».

Clauses particulières dans le contrat de Dette senior :

L'ensemble de ces tranches sont adossées sur la base de taux variable.

Le financement impose des restrictions dans le cadre de la politique de cession et l'acquisition d'actifs. La cession d'actifs peut entraîner des remboursements anticipés de la dette. Le contrat impose des limites au niveau de la capacité de nouvel endettement sous forme de crédit-bail, de crédit hypothécaire et de toute autre forme de crédit.

Par ailleurs, le contrat impose de respecter un ratio de levier financier de manière semestrielle et annuelle.

- Clause de ratio financier :

- Ce contrat de financement comporte une clause de remboursement anticipé en cas de non-respect du ratio financier décrit dans le tableau suivant :

Ratios	Seuils 30 juin 2016
EFN consolidé / Ebitda consolidé ⁽¹⁾	<4,2

(1) EFN : Endettement financier net tel que défini au chapitre 2.15, hors juste valeur des instruments financiers de couverture.

Ebitda : Excédent brut d'exploitation défini comme étant la différence entre le Résultat opérationnel courant et les amortissements (cf chapitre 2.19).

- Le Groupe Ramsay Générale de Santé respecte ce ratio au 30 juin 2016.

- Clause de couverture relative au risque de taux d'intérêt :

Dans le cadre de ses opérations de refinancement du Groupe (dette sénior) du 1^{er} octobre 2014, la société doit dans les 6 mois de la mise en place de ce refinancement procéder à la couverture de son exposition au risque de taux d'intérêt à hauteur au minimum des 2/3 (sans dépasser les 100%) du montant des lignes tirées (hors ligne Capex additionnelle non engageante) et ceci pour une période minimale de 3 ans.

Au 31 décembre 2014 aucune couverture de taux n'avait été encore mise en place.

Au 30 juin 2015, la totalité de la dette syndiquée a été couverte à un taux moyen de 0,28%, échéance 22 juillet 2020.

Au 30 juin 2016, 860M€ de swaps de taux fixe ont été contractualisés, soit 95% de la dette syndiquée qui a été couverte à un taux moyen de 0,17%, dont 660M€ de ces swaps de taux sont à échéance du 22 juillet 2020.

- Clause de sûreté :

Dans le cadre de la dette syndiquée, les titres des sociétés Compagnie Générale de Santé, Immobilière de Santé, Dynamis, Alphamed, Parly 2, Hôpital Privé Ouest Parisien, Pass, Medipsy, HPM et HPM Nord ont été nantis.

6.8.3 - Etat des autorisations d'endettement

L'état des utilisations de lignes de crédit s'analyse comme suit :

Nature de la Dette (en millions d'euros)	Au 30 juin 2016			
	Endettement Autorisé	Ligne confirmée	Ligne Utilisée	Ligne non Utilisée
Dette sénior ⁽¹⁾	1 045.0	1 045.0	910.0	135.0
Autres emprunts auprès des établissements de crédits	100.0	99.7	99.7	0.3
Emprunts en location financement	250.0	165.8	165.8	84.2
Découvert bancaire.....	100.0	92.0	—	100.0
TOTAL	1 495.0	1 402.5	1 175.5	319.5

(1) sous réserve de respect des covenants et de l'autorisation de crédit la société pourrait disposer d'une ligne de financement complémentaire de Capex & acquisition.

6.8.4 - Emprunts relatifs aux locations financement

Au 30 juin 2016 (en millions d'euros)	2017	2018	2019	2020	2021	>2021	Total
REDEVANCES MONTANT MINIMUM :							
Redevance location financement sur biens immobiliers.....	12.7	11.3	11.3	10.3	9.9	58.1	113.6
Redevance location financement sur biens mobiliers.....	31.4	20.0	11.0	5.0	2.6	0.5	70.5
Total Redevances montant minimum	44.1	31.3	22.3	15.3	12.5	58.6	184.1
Charges financières futures	4.1	3.2	2.5	1.9	1.4	5.2	18.3
Emprunts en locations financement	40.0	28.1	19.8	13.4	11.1	53.4	165.8
REDEVANCES ACTUALISEES :							
Redevance location financement sur biens immobiliers.....	12.0	10.7	10.7	9.8	9.4	55.3	107.9
Redevance location financement sur biens mobiliers.....	29.7	18.9	10.4	4.7	2.5	0.5	66.7
Total Redevances valeurs actualisées	41.7	29.6	21.1	14.5	11.9	55.8	174.6

(*) Les redevances ont été actualisées au taux de 5,78% au 30 juin 2016.

Au 30 juin 2015 (en millions d'euros)	2016	2017	2018	2019	2020	>2020	Total
REDEVANCES MONTANT MINIMUM :							
Redevance location financement sur biens immobiliers.....	18.96	18.75	19.84	22.33	24.74	32.18	136.81
Redevance location financement sur biens mobiliers.....	29.50	21.63	15.08	8.19	2.95	1.48	78.82
Total Redevances montant minimum	48.46	40.38	34.91	30.52	27.69	33.66	215.63
Charges financières futures	6.86	5.57	4.79	4.38	3.90	5.52	30.03
Emprunts en locations financement	41.60	34.81	30.12	26.14	23.79	28.14	184.60
REDEVANCES ACTUALISEES :							
Redevance location financement sur biens immobiliers.....	17.97	17.78	18.81	21.17	23.45	30.51	129.69
Redevance location financement sur biens mobiliers.....	27.97	20.51	14.30	7.76	2.80	1.40	74.73
Total Redevances valeurs actualisées	45.94	38.28	33.11	28.93	26.25	31.91	204.43

(*) Les redevances ont été actualisées au taux de 5,48% au 30 juin 2015.

Au 31 décembre 2014 (en millions d'euros)	2015	2016	2017	2018	2019	>2019	Total
REDEVANCES MONTANT MINIMUM :							
Redevance location financement sur biens immobiliers.....	19.11	19.49	19.62	23.03	25.83	37.31	144.39
Redevance location financement sur biens mobiliers.....	32.71	22.94	17.41	11.12	4.96	1.74	90.89
Total Redevances montant minimum	51.82	42.43	37.04	34.15	30.80	39.05	235.28
Charges financières futures	7.52	6.40	5.35	5.22	4.85	6.55	35.88
Emprunts en locations financement	44.30	36.03	31.69	28.93	25.95	32.50	199.40
REDEVANCES ACTUALISEES :							
Redevance location financement sur biens immobiliers.....	18.12	18.47	18.60	21.83	24.49	35.37	136.89
Redevance location financement sur biens mobiliers.....	31.01	21.75	16.51	10.54	4.71	1.65	86.16
Total Redevances valeurs actualisées	49.13	40.22	35.11	32.37	29.20	37.02	223.05

(*) Les redevances ont été actualisées au taux de 5,48% au 31 décembre 2014.

6.9 - Provisions

Au cours de la période les provisions figurant au passif ont évolué comme suit :

(en millions d'euros)	NOTE	31-12-2014	30-06-2015	Dot	Rep. Avec Contre-partie	Rep. sans Contre-partie	Aut. Mvts	30-06-2016
Prov. pour retraite et autres avantages au personnel								
Prov. pour ind. de fin de carrière	6.9.2	32.8	31.9	2.9	(1.4)	--	13.7	47.1
Prov. pour autres avantages au personnel.....		0.2	0.2	--	--	--	--	0.2
Total	B	33.0	32.1	2.9	(1.4)	--	13.7	47.3
Provisions non courantes								
Provisions pour litiges		10.5	10.4	6.8	(3.2)	(3.0)	4.0	15.0
Provisions pour restructurations	6.9.1	12.3	14.2	1.7	(2.8)	(1.4)	(0.4)	11.3
Total	B	22.8	24.6	8.5	(6.0)	(4.4)	3.6	26.3
Provisions courantes								
Provisions pour impôts & taxes		4.0	4.0	1.2	--	(0.8)	0.7	5.1
Autres prov. pour risques et charges.....		8.0	9.5	3.1	(2.9)	(2.7)	2.8	9.8
Total	B	12.0	13.5	4.3	(2.9)	(3.5)	3.5	14.9
PROV. COURANTES & NON COURANTES		34.8	38.1	12.8	(6.9)	(7.9)	7.1	41.2
TOTAL PROVISIONS		67.8	70.2	15.7	(10.3)	(7.9)	20.8	88.5

Impacts des flux de provisions sur le compte de résultat

(en millions d'euros)	NOTE	Impact net 2014	Impact net 30-06-2015	30-06-2016			Impact net 30-06-2016
				Dotations	Rep. Avec Contre-partie	Rep. Sans Contre-partie	
Frais de personnel		(2.9)	(1.9)	(7.1)	6.3	2.3	(1.5)
Autres charges d'exploitation		(1.1)	0.1	(5.4)	1.2	3.3	(0.9)
Impôts & taxes		0.1	--	--	--	0.2	0.2
Excédent Brut d'Exploitation.....		(3.9)	(1.8)	(12.5)	7.5	5.8	0.8
Autres produits & charges.....		6.6	(1.9)	(1.7)	2.8	1.4	2.5
Autres produits & charges financiers.....		(0.7)	(0.4)	(0.2)	--	--	(0.2)
Impôts sociétés		1.1	--	(1.2)	1.4	(0.7)	(0.5)
TOTAL		3.1	(4.1)	(15.6)	11.7	6.5	2.6
Impact Tableau des Flux de Trésorerie	TFT	3.5	1.6				(1.2)

6.9.1 - Provisions pour restructurations

Au 30 juin 2016, le solde de provisions pour restructurations s'élève à 11,3 millions d'euros, qui comprend une provision pour le litige « Drevon » d'un montant de 2,5 millions d'euros et une provision pour un montant de 1,0 million d'euros comptabilisée au titre du litige « Mermoz ».

6.9.2 - Provisions pour indemnité de fin de carrière

6.9.2.1 - Hypothèses actuarielles

Une évaluation actuarielle des engagements a été effectuée au 30 juin 2016 en utilisant les hypothèses suivantes :

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Age de départ à la retraite avec départ volontaire à l'initiative du salarié	65 ans	65 ans	65 ans
Evolution des salaires.....	1.5%	1.5%	1.0%
Taux d'actualisation à l'ouverture.....	3.00%	2.00%	2.25%
Taux d'actualisation à la clôture	2.00%	2.25%	1.20%
Rendement attendu des actifs du régime	2.00%	2.25%	1.20%

Les hypothèses de rendement long terme attendu sur les actifs et le taux d'actualisation retenu pour l'estimation ont été définis à partir de recommandations d'experts indépendants. Concernant le taux d'actualisation, la norme précise en effet que le taux à appliquer pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi (que ceux-ci soient financés ou non) doit être déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie. En pratique, le Groupe a retenu le taux de placement moyen escompte correspondant à la durée du régime.

6.9.2.2 - Synthèse de la situation financière

La situation financière relative aux engagements d'indemnités de fin de carrière des sociétés du Groupe se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Valeur actualisée des obligations financières	36.1	35.1	50.5
Juste valeur des actifs du régime	(3.4)	(3.3)	(3.4)
Excédent des actifs du régime financé	32.7	31.8	47.1
Ecart actuariel	—	—	—
Coût des services passés non reconnu	(0.3)	0.3	0.3
Valeur nette au bilan	33.0	32.1	47.4

6.9.2.3 - Evolution de la situation financière

L'évolution de la situation financière des engagements d'indemnités de fin de carrière s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Dette actuarielle début de période.....(I)	31.1	36.1	35.1
Coût des services rendus de l'année	2.1	1.0	2.9
Coût financier.....	0.8	0.4	0.6
Prestations versées par l'employeur	(1.0)	(0.5)	(1.4)
Effet des sorties de périmètre.....	—	—	—
Effet des entrées de périmètre	—	—	12.8
Coût des services passés.....	—	—	—
Ecart actuariel : (gain) / perte	3.1	(1.9)	0.5
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	—	—	—
Dette actuarielle fin de période.....(III)	36.1	35.1	50.5

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Juste valeur des actifs du régime au 1^{er} janvier.....(II)	3.3	3.4	3.4
Rendement attendu des actifs du régime.....	0.1	—	—
Cotisations employeurs	—	—	—
Cotisations employés.....	—	—	—
Prestations versées	—	—	—
Effet des entrées de périmètre	—	—	—
Ecart actuariel sur les actifs du régime gain / (perte).....	—	—	—
Juste valeur des actifs du régime à fin de période..... (IV)	3.4	3.4	3.4

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Situation financière au 1^{er} janvier.....(I) - (II)	27.8	32.7	31.8
Situation financière à fin de période.....(III) - (IV)	32.7	31.8	47.1

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(2.0)	(1.0)	(2.9)
Coût financier.....	(0.8)	(0.4)	(0.6)
Rendement attendu des actifs du régime.....	0.1	—	—
Amortissement du coût des services passés	—	—	—
Prestations versées par l'employeur	(1.0)	(0.5)	(1.4)
Reprise provisions	1.0	0.5	1.4
Charges comptabilisées dans le compte de résultat	(2.7)	(1.4)	(3.5)

6.9.2.4 - Tableau de réconciliation

La réconciliation de la provision pour indemnité de fin de carrière en retraite entre le 1er janvier et le 31 décembre des exercices s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Provision pour retraite au 1 ^{er} janvier.....	28.1	33.0	32.1
Charge de l'exercice.....	2.7	1.4	3.5
Effet des entrées de périmètre.....	—	—	12.8
Effet des sorties de périmètre.....	—	—	—
Prestations versées directement par l'employeur.....	(1.0)	(0.5)	(1.4)
Cotisations versées.....	—	—	—
Variation d'écarts actuariels en capitaux propres.....	3.2	(1.8)	0.5
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	—	—	—
Provision pour retraite à fin de période	33.0	32.1	47.5

6.9.2.5 - Sensibilité des engagements d'indemnités de fin de carrière (IFC) aux taux d'actualisation

Le tableau ci-dessous présente l'impact d'une variation du taux d'actualisation sur les indemnités de départ à la retraite :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2016		
Sensibilité :	Base	Actualisation +0.25%	Départ +1 an
Engagement IFC.....	50.5	(1.3)	(0.2)

6.9.3 - Passifs environnementaux

La société n'a pas constaté de provisions au titre de passifs environnementaux.

L'impact du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, est non significatif.

En effet, pour les équipements mis sur le marché après le 13 août 2005, la directive précise que les producteurs assurent l'organisation et le financement de l'enlèvement et du traitement des déchets.

Pour les équipements mis sur le marché avant le 13 août 2005, l'enlèvement et le traitement des déchets incombent aux utilisateurs sauf s'ils en ont convenu autrement avec les producteurs. Il est constaté que les fournisseurs de Ramsay Générale de Santé prennent à leur charge cette opération lors du remplacement des anciens équipements par de nouveaux. Cette disposition est notamment spécifiée dans le contrat de commandes d'équipements lourds (scanner, IRM, accélérateurs de particules).

6.10 - Besoin en fonds de roulement lié à l'activité

(en millions d'euros)	NOTE	31-12-2014	30-06-2015	VARIATIONS			30-06-2016
				liées à l'activité	créances & det. s/immob.	autres variations ⁽¹⁾	
Stocks ⁽²⁾		40.0	41.8	5.6	—	7.4	54.8
Dépréciations.....		—	—	(0.1)	—	—	(0.1)
Stocks nets.....		40.0	41.8	5.5	—	7.4	54.7
Clients et autres créances d'exploitation.....		108.0	127.4	8.5	—	49.1	185.0
Dépréciation.....		(6.2)	(6.5)	1.6	—	(4.5)	(9.4)
Clients et autres créances d'exploitation nets.....	6.12.5	101.8	120.9	10.1	—	44.6	175.6
Autres actifs courants.....		172.4	197.3	9.9	(1.9)	34.0	239.3
Dépréciation.....		(28.9)	(29.2)	(2.7)	—	(0.6)	(32.5)
Autres actifs courants nets.....	6.12.5	143.5	168.1	7.2	(1.9)	33.4	206.8
- dont créances sur immobilisations.....		7.6	11.0	—	(1.9)	—	9.1
Total stocks et créances d'exploitation (I)		285.3	330.8	22.8	(1.9)	85.4	437.1
Dettes fournisseurs.....		135.4	169.7	(6.6)	—	37.6	200.7
Autres passifs courants.....		240.6	246.3	(37.5)	2.6	128.6	340.0
- dont dettes sur immobilisations.....		20.9	20.0	—	2.6	—	22.6
Total fournisseurs et autres dettes d'exploitation (II)		376.0	416.0	(44.1)	2.6	166.2	540.7
Actifs détenus en vue de la vente..... (III)		6.8	2.0	—	—	(2.0)	—
BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT (I) – (II) + (III)		(83.9)	(83.2)	66.9	(4.5)	(82.8)	(103.6)
Impact Tableau des Flux de Trésorerie (II) – (I)	TFT			(66.9)		4.5	

(1) La colonne « autres variations » est composée essentiellement des variations de périmètre de l'exercice.

(2) Le stock est constitué principalement de petit matériel médical et de produits pharmaceutiques.

Les créances et dettes d'exploitation ont un cycle inférieur à 12 mois.

Le poste « clients et autres créances d'exploitation » s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Clients patients	5.9	5.8	8.2
Clients régime obligatoire (caisses)	30.0	31.9	52.3
Clients régime complémentaire (Mutuelles + Assurances).....	11.0	12.9	22.0
Clients douteux ou litigieux	4.6	4.5	6.1
Clients factures à établir	31.5	45.6	59.6
Clients en cours	18.0	21.6	29.7
Clients ventes de biens ou prestations de services	5.9	4.5	6.2
Autres.....	1.1	0.6	0.9
TOTAL	108.0	127.4	185.0

Le délai des règlements des Clients et Fournisseurs s'analyse comme suit :

Délai règlements (en jours)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Clients	21.4	24.2	28.5
Fournisseurs	60.6	72.7	66.8

6.11 - Actifs et passifs liés détenus en vue de vente

(en millions d'euros)	31 Décembre 2014		30 Juin 2015		30 Juin 2016	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Autre Immobilier (SCI Valmy)	6.8	---	2.0	---	---	---
TOTAL	6.8	---	2.0	---	---	---

6.12 - Instruments financiers

6.12.1 Risques de taux

Répartition des dettes financières

Au 30 juin 2016, le Groupe utilise des instruments de couverture de son risque de taux d'intérêt (swaps de fixation) afin de se protéger contre toute hausse éventuelle des taux.

Le contrat de dette d'octobre 2014 oblige le Groupe à couvrir au minimum les 2/3 des lignes effectivement tirées pour une période d'au moins de 3 ans.

Le Groupe, au vu du niveau des taux d'intérêts moyens termes, a décidé de couvrir 95% des lignes effectivement tirées à ce jour avec comme échéance principale le 22 juillet 2020.

Ainsi conformément aux IAS 32 et IAS 39, la valeur de marché (du 30 juin 2016) de ces instruments de couverture a été enregistrée en passif financier non courant et en contrepartie des capitaux propres, soit pour (2,5) millions d'euros nets d'impôts différés (-4,1 millions d'euros augmentés de l'impôt +1,6 millions d'euros). Le taux fixe moyen de nos swaps est de 0,16%.

Ces couvertures auraient eu un taux de -0,30% si elles avaient été initiées le 30 juin 2016.

L'exposition au risque de taux d'intérêts des dettes financières (sans les instruments de couverture de taux mis en place) se répartit globalement comme suit :

- 14,3% des dettes financières sont adossées sur des taux fixes ;
- 85,7% des dettes financières sont adossées sur des taux variables.

Plus précisément :

- 100 % de la dette sénior est à taux variable ;
- 65% des autres emprunts auprès des établissements de crédit sont à taux variables ;
- 100 % des emprunts en location financement sur biens mobiliers sont à taux fixes ;
- 66% des emprunts en location financement sur biens immobiliers sont à taux fixes.

Après notre couverture de notre risque de taux par des swaps, la situation de notre exposition au risque de taux est totalement inversée avec :

- 87,4% des dettes financières à taux fixes et,
- 12,6% à taux variable.

(en millions d'euros)	31 Décembre 2014		30 Juin 2015		30 Juin 2016	
	Encours	QP	Encours	QP	Encours	QP
Taux fixe	184.9	21,0%	170.6	19,6%	167.5	14,3%
Taux variable	695.5	79,0%	700.1	80,4%	1 008.0	87,4%
Total avant couverture	880.4	100%	870.7	100%	1 175.5	100%
Taux fixe	184.9	21,0%	830.6	95,4%	1 027.5	87,4%
Taux variable	695.5	79,0%	40.1	4,6%	148.0	12,6%
Total après couverture	880.4	100%	870.7	100%	1 175.5	100%

Analyse de sensibilité des charges financières à l'évolution des taux d'intérêt

Sur la base de l'endettement de la Société au 30 juin 2016 et du fait de sa position à taux fixe (1 027,5 millions d'euros sur un total 1 175,5 millions d'euros) le Groupe est peu sensible à une baisse de taux (de plus une baisse notable des taux d'intérêts de 100pb n'est pas possible au vu des taux de marché actuels). Mais à l'inverse, en cas de hausse importante des taux, des mêmes 100pb, le coût de la dette augmenterait de seulement 1,48 millions euros.

6.12.2 Risques de liquidité

Au 30 juin 2016, les flux contractuels non actualisés sur l'encours des passifs financiers par date de maturité sont les suivantes :

Au 30 juin 2016 (en millions d'euros)	2017	2018	2019	>2019	Total
Dettes syndiquées.....	5.7			910	915.7
Capitalisation des frais d'émission nouvelle dette.....	(4.3)	(4.3)	(4.3)	(5.4)	(18.3)
Autres emprunts	11.5	28.6	10.4	49.2	99.7
Emprunts en location financement sur biens immobiliers.....	9.7	8.6	9.0	70.2	97.5
Emprunts en location financement sur biens mobiliers.....	30.3	19.4	10.7	7.9	68.3
Découverts bancaires.....	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers (y/c comptes courants passifs)	1.9	-	-	-	1.9
TOTAL	54.8	52.3	25.8	1 031.9	1 164.8

Au 30 juin 2015 (en millions d'euros)	2016	2017	2018	>2018	Total
Dettes syndiquées.....	5.9	--	--	660.0	665.9
Capitalisation des frais d'émission nouvelle dette.....	(4.3)	(4.3)	(4.3)	(9.7)	(22.6)
Autres emprunts	3.9	8.3	1.5	12.4	26.1
Emprunts en location financement sur biens immobiliers.....	8.8	12.5	15.3	67.4	104.0
Emprunts en location financement sur biens mobiliers.....	32.8	22.2	14.9	10.7	80.6
Découverts bancaires.....	-	--	--	--	--
Autres passifs financiers (y/c comptes courants passifs)	0.8	--	--	--	0.8
TOTAL	47.9	38.7	27.4	740.8	854.8

Au 31 décembre 2014 (en millions d'euros)	2015	2016	2017	>2017	Total
Dettes syndiquées.....	5.1	--	--	660.0	665.1
Capitalisation des frais d'émission nouvelle dette.....	(4.3)	(4.3)	(4.3)	(11.9)	(24.8)
Autres emprunts	2.9	2.3	1.7	14.1	21.0
Emprunts en location financement sur biens immobiliers.....	8.6	12.2	15.0	71.9	107.7
Emprunts en location financement sur biens mobiliers.....	35.7	23.8	16.7	15.5	91.7
Découverts bancaires.....	--	--	--	--	--
Autres passifs financiers (y/c comptes courants passifs)	1.0	--	--	--	1.0
TOTAL	49.0	34.0	29.1	749.6	861.7

6.12.3 Risques de change

Les activités du Groupe Ramsay Générale de Santé sont réalisées essentiellement par des filiales qui opèrent dans la zone euro. En conséquence, le Groupe n'est pas exposé au risque de change.

6.12.4 Informations sur la juste valeur

Lorsque les normes précitées requièrent qu'une information soit présentée par catégorie d'instruments financiers, l'entité doit regrouper les instruments financiers dans des catégories adaptées à la nature des informations fournies et tenant compte des caractéristiques de ces instruments. Une entité doit fournir des informations suffisantes pour permettre un rapprochement avec les postes présentés dans le bilan.

Les tableaux ci-après détaillent la juste valeur et la valeur comptable de chaque catégorie d'actifs et de passifs.

Au 30 juin 2016					
(en millions d'euros)	NOTE	Juste Valeur			Valeur Bilan
		Prix de Marché	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	TOTAL
Actifs financiers					
Titres disponibles à la vente.....	5.0	--	--	--	5.0
Dépôts versés et autres prêts.....	33.0	--	--	--	33.0
Total	38.0	--	--	--	38.0
Passifs financiers					
Emprunts et dettes financières.....	1 110.3	--	--	--	1 110.3
Juste valeur des instruments financiers de couverture.....	11.1	--	--	--	11.1
Emprunts et dettes financières liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	--	--	--	--	--
Dépôts et cautionnement reçus.....	2.7	--	--	--	2.7
Participations des salariés.....	4.0	--	--	--	4.0
Autres passifs non courants.....	6.7	--	--	--	6.7
Dettes financières courantes.....	54.8	--	--	--	54.8
Total	1 182.6	--	--	--	1 182.6
Au 30 juin 2015					
(en millions d'euros)	NOTE	Juste Valeur			Valeur Bilan
		Prix de Marché	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables	TOTAL
Actifs financiers					
Titres disponibles à la vente.....	2.6	--	--	--	2.6
Dépôts versés et autres prêts.....	31.0	--	--	--	31.0
Total	33.6	--	--	--	33.6
Passifs financiers					
Emprunts et dettes financières.....	806.9	--	--	--	806.9
Juste valeur des instruments financiers de couverture.....	(2.5)	--	--	--	(2.5)
Emprunts et dettes financières liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	--	--	--	--	--
Dépôts et cautionnement reçus.....	2.0	--	--	--	2.0
Participations des salariés.....	3.4	--	--	--	3.4
Autres passifs non courants.....	5.4	--	--	--	5.4
Dettes financières courantes.....	47.9	--	--	--	47.9
Total	857.7	--	--	--	857.7

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2014					Valeur Bilan	
	NOTE	Juste Valeur			TOTAL		TOTAL
		Prix de Marché	Modèles avec données observables	Modèles avec données inobservables			
Actifs financiers							
Titres disponibles à la vente.....	2.6	--	--	--	--	2.6	
Dépôts versés et autres prêts.....	25.6	--	--	--	--	25.6	
Total	28.2	--	--	--	--	28.2	
Passifs financiers							
Emprunts et dettes financières.....	812.7	--	--	--	--	812.7	
Juste valeur des instruments financiers de couverture.....	--	--	--	--	--	--	
Emprunts et dettes financières liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	--	--	--	--	--	--	
Dépôts et cautionnement reçus.....	2.2	--	--	--	--	2.2	
Participations des salariés.....	3.6	--	--	--	--	3.6	
Autres passifs non courants.....	5.8	--	--	--	--	5.8	
Dettes financières courantes.....	49.0	--	--	--	--	49.0	
Total	867.5	--	--	--	--	867.5	

Les postes clients et comptes rattachés, actifs financiers courants, trésorerie et équivalent de trésorerie, fournisseurs et découvert bancaire, la valeur comptable de ces éléments est une estimation de leur juste valeur en raison de leur caractère court terme.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la valeur de marché. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres jusqu'à leur cession.

6.12.5 Risques de crédit

Le Groupe est susceptible de devoir faire face à des retards entre la fourniture de certains produits ou la présentation de certains services et le remboursement de celle-ci par les caisses d'assurance maladie.

Dans le passé, les situations de cette nature ont souvent donné lieu à la mise en œuvre de systèmes d'avances sur trésorerie accordées par les caisses aux établissements du Groupe.

Balance âgée des actifs en souffrance

La balance âgée des actifs présentant des retards de paiement mais non encore provisionnés s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30 juin 2016						Actifs dépréciés à 100%
	Actifs en souffrance à la date de clôture mais non dépréciés					Total	
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1an	Total		
Prêts et créances.....	11.5	0.2	0.5	35.4	47.6	1.0	
Clients et autres débiteurs.....	379.1	12.5	4.0	(13.2)	382.4 ⁽¹⁾	41.8	
TOTAL	390.6	12.7	4.5	22.2	430.0	42.8	

(1) dont litige Mermoz 33,6 millions d'euros.

(en millions d'euros)	30 juin 2015						Actifs dépréciés à 100%
	Actifs en souffrance à la date de clôture mais non dépréciés					Total	
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1an	Total		
Prêts et créances.....	17.6	0.3	0.3	13.2	31.4	1.0	
Clients et autres débiteurs.....	287.1	15.9	6.1	(20.1)	289.0 ⁽¹⁾	35.5	
TOTAL	304.7	16.2	6.4	(6.9)	320.4	36.5	

(1) dont litige Mermoz 33,6 millions d'euros.

(en millions d'euros)	31 décembre 2014					
	Actifs en souffrance à la date de clôture mais non dépréciés					Actifs dépréciés à 100%
	0-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	au-delà d'1an	Total	Total
Prêts et créances.....	13.1	–	0.2	12.7	26.0	0.9
Clients et autres débiteurs.....	258.4	6.1	5.2	(24.4)	245.3 ⁽¹⁾	34.9
TOTAL	271.5	6.1	5.4	(11.7)	271.3	35.8

(1) dont litige Mermoz 33,6 millions d'euros.

Suivi des créances douteuses

(en millions d'euros)	NOTE 31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016				30-06-2016
			Dotations	Rep. avec Contre-partie	Rep. sans Contre-partie	Autres Mouvements	
Provisions pour dépréciation des créances douteuses (Patients, Caisses d'assurance maladie).....	(12.4)	(12.9)	(8.5)	3.5	3.8	(5.1)	(19.2)
TOTAL	(12.4)	(12.9)	(8.5)	3.5	3.8	(5.1)	(19.2)

(en millions d'euros)	NOTE	Impact net 31-12-2014	Impact net 30-06-2015	30-06-2016				Impact net 30-06-2016
				Dotations/ Charges	Rep. avec Contre-partie	Rep. sans Contre-partie	Autres Mouvements	
Créances irrécouvrables (Patients et caisses).....	(3.4)	(2.6)				(4.7)	(4.7)	
Provisions pour dépréciation des créances douteuses (Patients, Caisses d'assurance maladie).....	(2.3)	(0.5)	(8.5)	3.5	3.8	–	(1.2)	
IMPACT EBE	(5.7)	(3.1)	(8.5)	3.5	3.8	(4.7)	(5.9)	

6.13 - Informations relatives aux parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent :

- La rémunération et les avantages assimilés accordés aux mandataires sociaux ;
- Les opérations avec les sociétés dans lesquelles Ramsay Générale de Santé exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint.

6.13.1 - Rémunérations et avantages assimilés accordés aux mandataires sociaux

L'ensemble des rémunérations et avantages assimilés accordés aux mandataires sociaux versés pour les exercices 2016/2015, 2015 et 2014 :

(en milliers d'euros)	2014	2015	2016
Avantages à court terme	2 169.5	1 516.6	801.0
Avantages postérieurs à l'emploi	–	–	–
Autres avantages à long terme	–	–	–
Indemnités de fin de contrat de travail	–	1 932.0	–
Paiement en actions	–	–	–
TOTAL	2 169.5	3 448.6	801.0

En cas de révocation, de non renouvellement, de départ contraint ou de démission sollicitée de son mandat de Directeur Général, il est prévu une indemnité forfaitaire globale et libératoire d'un montant de 24 mois de la rémunération fixe et de la rémunération variable perçues au cours des 24 mois précédant le départ, mais subordonnée au respect de plusieurs critères.

6.13.2 Les informations relatives aux sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

Cette information figure note 6.4.

6.13.3 - Transactions intervenues avec d'autres sociétés apparentées au groupe sont les suivantes :

Aucune transaction n'a été conclue entre Ramsay Générale de Santé avec d'autres sociétés apparentées.

6.14 - Engagements hors bilan

GARANTIES ET CAUTIONS (en millions d'euros)	31-12-2014		30 juin 2015		30 juin 2016	
	Engagements		Engagements		Engagements	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Engagement de Icade pour financer les travaux Immobiliers	2.7	3.0	2.2	3.0	1.9	2.7
Engagement de Gecimed de construire HP Pays de Savoie	1.3	---	1.3	---	1.2	---
Engagement de Icade de construire HPPE	0.3	---	0.3	---	0.2	---
Engagement locatif sur BEFA (Monticelli)	11.3	---	11.8	---	12.3	---
Cautionnaires reçues et garanties bancaires données	8.6	---	7.3	---	7.3	---
Autres garanties locatives	---	---	---	---	---	---
Autres garanties	9.0	---	9.0	---	44.8	---
TOTAL	33.2	3.0	31.9	3.0	67.7	2.7

GARANTIES D'ACTIF ET DE PASSIF (en millions d'euros)	31-12-2014		30 juin 2015		30 juin 2016	
	Engagements		Engagements		Engagements	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Le Groupe bénéficie le plus souvent de garanties d'actif et de passif reçues liées aux acquisitions de titres d'établissements de santé	18.1	---	12.1	---	3.9	---
TOTAL	18.1	---	12.1	---	3.9	---

PROMESSE DE VENTE D'ACHAT DE TITRES ET AUTRES ACTIFS (en millions d'euros)	31-12-2014		30 juin 2015		30 juin 2016	
	Engagements		Engagements		Engagements	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Promesses unilatérales sur titres	---	---	---	---	---	---
Promesses sur autres actifs (immobiliers)	1.1	0.2	1.1	0.2	---	9.1
TOTAL	1.1	0.2	1.1	0.2	---	9.1

ENGAGEMENTS D'ASSOCIES (en millions d'euros)	31-12-2014		30 juin 2015		30 juin 2016	
	Engagements		Engagements		Engagements	
	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Engagements d'associés	---	---	---	---	---	---
TOTAL	---	---	---	---	---	---

Contrats de location simple

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre de la location en vertu de contrats de location simple non résiliables est ventilé de la manière suivante :

(en millions d'euros)	31-12-2014	30-06-2015	30-06-2016
Montants des paiements futurs (*)			
< 1 an	127.0	117.0	143.9
2 à 5 ans	418.2	296.1	418.7
> 5 ans	224.6	249.4	373.7
TOTAL	769.8	662.5	935.7

(*) valeur actualisée au taux de 5,78% pour l'immobilier et le matériel.

6.15 - Effectifs et droit individuel à la formation
6.15.1 - Effectifs

EFFECTIFS	31-12-2014	30 juin 2015	30 juin 2016
Cadres	1 789	1 623	1 868
Employés	14 477	14 521	19 095
TOTAL	16 266	16 144	20 963

6.15.2 - Droit individuel à la formation

A compter du 1^{er} janvier 2015, les droits à la formation des salariés ont été transférés dans le compte personnel de formation « CPF ». Il n'y a donc plus de droit individuel à la formation au 30 juin 2016.

7 - LITIGES

7.1 - Chantier de l'Hôpital Privé Jean Mermoz (à Lyon)

Un litige significatif porte sur la construction de l'Hôpital Privé Jean Mermoz à Lyon, sa construction ayant été interrompue après le dépôt de bilan de l'entreprise de gros œuvre en charge des travaux et la constatation de malfaçons en 2002. L'Hôpital Privé Jean Mermoz a ouvert en juillet 2008 et poursuit son exploitation sans incident depuis.

Les coûts relatifs à l'immeuble démoli et au litige associé s'élèvent à 63,0 millions d'euros au 30 juin 2016 (comme en juin 2015). Les provisions couvrant les frais financiers activés, les frais de défense et une partie des constructions détruites s'élèvent à 23,6 millions d'euros au 30 juin 2016. Les provisions enregistrées couvrent 37,4% du montant engagé par le Groupe au titre des coûts relatifs à l'immeuble démoli et au litige. Le rapport d'expertise judiciaire du 5 juillet 2013 établi en vertu d'une Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de Lyon du 13 juin 2005, ne comporte pas d'indication sur les coûts de construction globaux de Mermoz Il mais il détermine des «surcoûts».

Après dépôt des rapports des experts judiciaires désignés concernant les deux volets de la procédure (construction et exploitation), la procédure est actuellement pendante au fond devant la 10^{ème} Chambre du Tribunal de Grande Instance de Lyon.

Il n'apparaît pas que les provisions enregistrées par Ramsay Générale de Santé représentant 37,4% du montant engagé par le Groupe au titre des coûts relatifs à l'immeuble démoli et au litige nécessitent d'être modifiées compte tenu du rapport d'expertise et des critiques formulées par les parties défenderesses.

Les deux volets de la procédure (construction et exploitation) sont toujours actuellement pendants au fond devant la 10^{ème} Chambre du Tribunal de Grande Instance de Lyon, qui n'a pas encore fixé de calendrier pour la clôture de la procédure et les plaidoiries. Une prochaine audience de procédure est fixée en octobre 2016 pour les conclusions des défendeurs.

Par ailleurs, l'ensemble des intervenants à l'acte de construire ont été appelés en garantie dans le cadre des litiges parallèles qui opposent certains médecins à certaines filiales du groupe. Le Groupe a maintenu son choix de ne comptabiliser aucune provision à ce titre, choix conforté par le fait que les praticiens ont, jusqu'à présent, été déboutés de leurs demandes.

A ce jour, il reste la procédure engagée par certains radiologues devant le Tribunal de Grande Instance de Lyon, le calendrier pour la clôture de la procédure et les plaidoiries n'étant à ce jour pas fixé. Une prochaine audience de procédure est fixée au 10/10/2016, d'une part pour mise en cause par les demandeurs des héritiers de l'architecte, et d'autre part pour le dépôt des conclusions en réponse à la suite de celles signifiées pour le compte des demandeurs à la suite de l'échec d'une mesure de médiation.

8 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE

(en milliers d'euros – hors taxe)	DELOITTE & ASSOCIES			Ernst & Young	KPMG		Autre
	2014	30 juin 2015	30 juin 2016	30 juin 2016	2014	30 juin 2015	30 juin 2016
AUDIT :							
- Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels et consolidés	537.0	470.0	764.0	423.0	931.0	764.3	1 116.0
- Missions accessoires	264.0	78.0	53.0	7.0	291.0	60.0	—
Sous-Total	801.0	548.0	817.0	430.0	1 222.0	824.3	1 116.0
AUTRES PRESTATIONS, LE CAS ECHEANT :							
- Juridique, fiscal, social	—	—	—	—	—	—	—
- Technologie de l'information	—	—	—	—	—	—	—
- Audit interne	—	—	—	—	—	—	—
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)	—	—	—	—	—	—	—
Sous-Total	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL	801.0	548.0	817.0	430.0	1 222.0	824.3	1 116.0



Nous prenons soin de vous

La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes a précisé que les honoraires sont enregistrés à la clôture d'un exercice social pour le montant correspondant aux prestations réellement effectuées.

En conséquence, n'apparaissent pas les coûts des prestations à réaliser ultérieurement au titre d'un exercice clos.

9 - EVENEMENTS POST-CLOTURE

Néant



Nous prenons soin de vous

10 - LISTE DES PRINCIPALES ENTITES CONSOLIDEES

	Liste des Principales Entités Consolidées (Contribution au C.A. annuel consolidé supérieure à 1 M€)					
	31-12-2014		31-06-2015		30-06-2016	
	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle
Intégration Globale						
Clinique Paris V	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Dautancourt	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Sainte Marthe	99.93	99.93	100.00	100.00	99.46	99.46
Hôpital Privé Claude Gallien	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé Clairval	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Imagerie de Clairval	95.20	95.20	95.20	95.20	95.20	95.20
Hôpital Privé Jacques Cartier	99.76	99.82	99.76	99.82	99.76	99.82
Imagerie Médicale Jacques Cartier (I.M.J.C.)	64.95	64.95	64.95	64.95	64.95	64.95
SA Angio	49.99	50.00	49.99	50.00	49.99	50.00
Clinique de Soins de Suite de Choisy Le Roi	98.46	98.46	98.47	98.47	98.47	98.47
Clinique de Fontaine SA	98.62	98.62	98.62	98.62	99.46	99.46
Hôpital Privé Sévigné	99.70	99.70	99.70	99.70	99.70	99.70
Hôpital Privé des Peupliers	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Vignoli	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique l'Amandier	99.99	100.00	99.99	100.00	99.99	100.00
Clinique de l'Etang de l'Olivier	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique de la Résidence du Parc	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique de la Défense SA	99.99	99.99	99.99	99.99	100.00	100.00
Clinique des Maussins	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique du Val de Seille	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé Sainte Marie Chalons	98.89	98.89	98.89	98.89	98.89	98.89
Hôpital Privé Antony (Ex. H.D.S.)	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
C.E.R.S. Cap Breton	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Polyclinique Jeanne d'Arc SA	99.99	99.99	99.99	99.99	99.99	99.99
Hôpital Privé Drôme Ardèche (ex. Cl Pasteur)	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé Dijon Bourgogne	---	---	---	---	99.46	99.46
IRM du Parc	50.73	51.03	50.73	51.03	50.73	51.03
Centre d'Imagerie Mermoz	49.99	50.00	49.99	50.00	49.99	50.00
Clinique du Landy	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé de Bois Bernard	99.54	99.54	99.54	99.54	99.54	99.54
Hôpital Privé Jean Mermoz	99.98	99.98	99.98	99.98	99.98	99.98
Société d'Imagerie Wateau	51.00	51.00	51.00	51.00	51.00	51.00
Société d'Imagerie Médicale de Bois Bernard	99.98	99.98	99.98	99.98	99.98	99.98
Iridis Lyon	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé Pays de Savoie	99.58	99.58	99.58	99.58	99.58	99.58
Clinique Kennedy	97.34	97.34	97.34	97.34	97.34	97.34
Hôpital Privé de Villeneuve d'Ascq	99.42	99.42	99.42	99.42	99.42	99.42
Clinique d'Argonay	98.72	98.72	98.72	98.72	98.72	98.72
Hôpital Privé Armand Brillard	99.99	100.00	99.99	100.00	99.99	100.00
Clinique Jouvenet	99.92	99.92	99.92	99.92	99.92	99.92
Hôpital Privé de l'Estuaire	99.83	99.83	99.83	99.83	99.83	99.83
Clinique Herbert SA	99.99	99.99	99.99	99.99	99.99	99.99
Centrale Iéna	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé Saint-Martin - Caen	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Monticelli	99.99	99.99	99.99	99.99	99.99	99.99
SAS SIM des Peupliers	51.00	51.00	51.00	51.00	51.00	51.00
Clinique Saint Ame	98.25	98.89	98.25	98.89	98.25	98.89
Hôpital Privé de l'Est Parisien	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Médico Chirurgical de Chenôve	99.89	99.89	99.89	99.89	99.46	99.46
Société d'Imagerie Médicale Douai	60.74	60.92	60.74	60.92	60.74	60.92
Société d'Imagerie Médicale Saint-Martin (Caen)	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé Bon Secours	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Générale de Savoie	97.12	97.13	97.12	97.13	97.12	97.13
Centre d'Imagerie d'Aulnay	60.00	60.00	60.00	60.00	60.00	60.00
Clinique Blomet	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

ENTITES	Liste des Principales Entités Consolidées (Contribution au C.A. annuel consolidé supérieure à 1 M€)					
	31-12-2014		31-06-2015		30-06-2016	
	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle
Intégration Globale						
Clinique Chirurgicale Marcel Sembat	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Geoffroy Saint Hilaire	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Hôpital Privé de la Louvière	99.91	99.91	99.91	99.91	99.92	99.92
IRM Bachaumont	50.95	50.95	50.95	50.95	50.95	50.95
Scanner Bachaumont	51.00	51.00	51.00	51.00	51.00	51.00
SAS TEP Jean Perrin	50.09	50.10	50.09	50.10	50.09	50.10
SAS Scanner Geoffroy Saint-Hilaire	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
SAS TEP Henri Becquerel	50.09	50.10	50.09	50.10	50.09	50.10
Clinique Saint-Barnabé	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de Montevrain	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
CHP de la Loire	97.88	97.88	97.88	97.88	97.88	97.88
Médipsy	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique des Platanes	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Philaé	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Eugénie	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de la Roseraie	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de l'Ange Gardien	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de Perreuse	---	---	---	---	97.03	97.03
Clinique du Moulin	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de l'Auzon	---	---	---	---	98.00	98.00
Clinique d'Yvelines	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de l'Espérance	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Mon Repos	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de Change Notre Dame de Pritz	---	---	---	---	100.00	100.00
Mas du Vendomois	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Belle Allée	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Psychiatrique du Parc	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de l'Escrèbieux	---	---	---	---	95.04	95.04
Clinique Saint-Martin (Ollioules)	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique des Monts du Forez	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Saint-Michel	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique des Quatre Saisons	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Pen An Dalar	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique du Château du Tremblay	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Rech	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique des Trois Cyprès	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique du Pont de Gien	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Ronsard	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de Saint-Victor	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Océane	---	---	---	---	100.00	100.00
Alphamed	99.95	99.64	99.97	99.66	99.97	99.66
Hôpital Privé de Marne Chantreine	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Hôpital Privé de l'Ouest Parisien	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Hôpital Privé Parly II	99.42	99.47	99.44	99.47	99.44	99.47
Hôpital Privé de la Seine Saint Denis	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Clinique des Martinets	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Hôpital Privé du Vert Galant	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Hôpital Privé Paul d'Egine	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Scanner du Vert Galant	59.23	59.26	59.24	59.26	59.24	59.26
Clinique du Bois d'Amour	99.95	100.00	99.97	100.00	99.97	100.00
Clinique La Francilienne	99.94	99.99	99.95	99.99	99.97	100.00
SASU HPMV	99.97	100.00	99.98	100.00	99.98	100.00
Centre d'Imagerie Médical du Blanc Mesnil	59.97	60.00	59.98	60.00	59.98	60.00
SAS IRM Champigny	---	---	50.98	51.00	50.98	51.00
Centre d'Imagerie Médicale de Drancy	---	---	---	---	54.98	55.00

Liste des Principales Entités Consolidées (Contribution au C.A. annuel consolidé supérieure à 1 M€)						
ENTITES	31-12-2014		31-06-2015		30-06-2016	
	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle
Intégration Globale						
Dynamis SA	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Les Rosiers	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Clinique Iris Marcy l'Etoile	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
CERS Saint Raphaël	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
CSSRCV de Châtillon	95.40	95.40	95.40	95.40	95.40	95.40
Baya Hôtel et SPA	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
CMPR de Provence	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
CRRF Rosemond	99.99	100.00	99.99	100.00	99.99	100.00
Clinique de Champigny	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Centre Médico-Chirurgical et Obstétrical d'Evry (Mousseau)	---	---	---	---	100.00	100.00
Polyclinique de Villeneuve Saint Georges	---	---	---	---	99.49	99.49
Clinique Lambert	---	---	---	---	100.00	100.00
SAS Clinique La Montagne	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique de la Muette	---	---	---	---	100.00	100.00
Centre Médico-Chirurgical du Val Notre Dame	---	---	---	---	97.32	97.32
Hôpital Privé de Versailles – Franciscaines SAS	---	---	---	---	100.00	100.00
Hôpital Privé de Versailles – La Maye	---	---	---	---	100.00	100.00
Clinique Convert	---	---	---	---	99.98	99.98
Clinique de l'Union	---	---	---	---	100.00	100.00
Le Marquisat	---	---	---	---	100.00	100.00
Hôpital Privé Métropole	---	---	---	---	99.69	99.69
Hôpital Privé Métropole Nord	---	---	---	---	98.32	98.32
SA Lille Septentrion	---	---	---	---	99.49	99.80
SAS Clos Saint Jean	---	---	---	---	99.49	100.00
Imagerie Résidence du Parc	95.12	95.12	95.12	95.12	95.12	95.12
Centre Soins Suite du Bourget	99.99	100.00	99.99	100.00	100.00	100.00
Iridis Nord SA	99.96	99.96	99.96	99.96	99.96	99.96
Centre de Radiothérapie Savoie Nord (ex. SERA)	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Institut de Radiothérapie de Hautes Energies (ex. la Roseraie SA)	99.99	99.99	99.99	100.00	99.99	100.00
Centre de Radiothérapie Beauregard SA	64.96	64.96	64.96	64.96	64.96	64.96
Iridis Marseille	99.95	99.96	99.99	99.99	99.99	99.99
SAS Les Peupliers	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Gle de Santé Italia SPA	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Générale de Santé Toscana (Ex. Rugani)	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Ospedale Di Omegna	49.00	49.00	49.00	49.00	49.00	49.00
Casa Di Cura San Secondo De Asti	100.00	100.00	100.00	100.00	---	---

Liste des Principales Entités Consolidées						
ENTITES	31-12-2014		31-06-2015		30-06-2016	
	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle
Intégration Globale						
Ramsay Générale de Santé	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Compagnie Générale de Santé	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00

Toutes les Sociétés Civiles Immobilières dont le Groupe Ramsay Générale de Santé a le contrôle sont consolidées en Intégration Globale.